



Institut de Documentation et de  
Recherche sur la Paix

# *Les cahiers* *de l'IDRP*

septembre 2010

\* Le Mouvement des non-alignés a-t-il toujours des raisons d'exister ?

*par Karim Jobrane - Michel Rogalski - Ignacy Sachs*

\* Que penser de la dissuasion ?

*par Joseph Henrotin - Justice et paix - J. Le Dauphin et R. Vahé*

# Le Mouvement des non-alignés a-t-il encore un sens dans le contexte international actuel ?

Karim Jobrane,  
Doctorant en Relations Internationales,  
Université Hassan II, Casablanca, Maroc.

## Introduction

L'histoire du mouvement des non-alignés est un contraste instructif. D'une part il montre clairement sa vitalité en tant que force politique indépendante à la domination des deux superpuissances, et d'autre part il se voit dépassé- à première vue- par les événements et les nouvelles réalités qui naquirent après la dislocation du camps soviétique.

Le mouvement constitue la plus grande association indépendante de pays sur une base sui generis, créé pour désavouer la division restrictive des blocs. Institué avec la conférence de Belgrade de 1961 sur une base tri-continentale, les non-alignés sont actuellement 118 pays qui continuent à croire en ce concept que l'on supposait disparu avec la désintégration du bloc soviétique.

Le MNA plonge ses racines dans le vaste processus d'émancipation politique qui, au lendemain de la dernière guerre mondiale, tendit à modifier radicalement la physionomie de l'Asie, et de l'Afrique en faisant reculer, de façon décisive, l'asservissement colonial et la dépendance politique.<sup>1</sup>

Cependant, le mouvement des non-alignés n'a vraiment pris son essor qu'à la fin des années 50 et au début des années 60, lorsqu'on prit conscience du fait que le Tiers-monde ne pouvait s'organiser que sur la base d'un dénominateur commun susceptible de préserver son unité.<sup>2</sup>

Il est vrai que le MNA a été créé par les États nouvellement indépendants, devenus majoritaires dans l'enceinte des Nations Unies. Soucieux de préserver leur récente indépendance, ils refusaient d'entrer dans quelconque jeu d'alliances militaires. Ils deviennent " les non-alignés ", revendiquant un nouvel ordre économique, et jouent la carte " du choix toujours possible " entre adhésion au monde communiste et adhésion au monde dit libre de l'Occident de l'après Seconde Guerre mondiale.<sup>3</sup>

## Aux origines du non alignement

Précisément, la naissance de terme « *non-alignement* » remonte quant à elle au discours du premier ministre indien Jawaharlal Nehru en 1954 (28 avril-2 mai), prononcé à l'occasion de la conférence de Colombo. Durant la même année et à l'initiative de l'Indonésie, les cinq de Colombo (l'Indonésie, l'Inde, le Ceylan, le Pakistan et la Birmanie), réunis à la Conférence de Bogor, lancèrent les invitations pour Bandung. L'objet annoncé de la conférence était ainsi formulé :

---

1 Verlet, Martin, « *Le mouvement des non-alignés après La Havane : Contradictions et dynamique* », Revue Tiers Monde, 1980, vol. 21, issue 81, p.188.

2 Mates, Léo, « *Les nouvelles conditions du non-alignement* », Politique étrangère, n°2, 1975, p.165.

3 Chaour, Chérifa, « *La recomposition des rapports régionaux ou les nouvelles bases de construction des sphères d'influence* », Diogène, n° 194, 2001, p.62.

- promouvoir la bonne volonté et la coopération entre les nations d'Asie et d'Afrique,
- examiner les problèmes sociaux, économiques et culturels, et les relations entre les États représentés,
- étudier les problèmes offrant un intérêt particulier pour les peuples d'Asie et d'Afrique, c'est-à-dire ceux touchant à la souveraineté nationale, au racisme et au colonialisme,
- examiner la position de l'Asie et de l'Afrique ainsi que de leurs peuples dans le monde d'aujourd'hui et la contribution qu'ils pouvaient apporter à la cause de la paix et de la coopération.<sup>4</sup>

A Bandoeng, en Indonésie, se tint entre le 18 et 25 avril 1955 une conférence qui va rassembler 24 pays invités : Afghanistan, Arabie Saoudite, Cambodge, Chine, Côte-de-l'or (futur Ghana), Égypte, Éthiopie, Irak, Iran, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Liberia, Libye, Népal, Philippines, Thaïlande, Soudan, Syrie, Turquie, Vietnam du Nord, Vietnam du Sud et Yémen. En plus des 5 pays hôtes (l'Indonésie, la Birmanie, Ceylan (Sri Lanka), l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan).

Aux termes de cette conférence, plusieurs résolutions ont été adoptées affirmant : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la souveraineté et l'égalité entre toutes les nations, le refus de toute pression de la part des grandes puissances et de toute ingérence dans les affaires intérieures des États tiers.

Mais aussi la réaffirmation des cinq principes de la coexistence pacifique inscrit dans les accords de Panchsheel conclu entre l'Inde et la République populaire de Chine (RPC), signés le 29 avril 1954. Ces cinq principes concernent le respect mutuel pour l'intégrité et la souveraineté, la non-agression mutuelle, la non-interférence dans les affaires intérieures, l'égalité et le bénéfice mutuel et la coexistence pacifique.<sup>5</sup>

La conférence de Bandung initie une nouvelle attitude des pays du tiers-monde et portait en elle les germes de la quintessence du non-alignement. Cette conférence afro-asiatique constitue un événement historique de l'émergence politique du Tiers-Monde.

Quelques mois plus tard, à l'issue de la rencontre de Brioni (19 juillet 1956) entre Nasser, Nehru et Tito, les trois hommes jetèrent les soubassements du mouvement et un idéal politique a émergé, celui du non-alignement.

Réaffirmant les grands principes adoptés en Indonésie (exigence de la condamnation et de l'abolition du colonialisme, lutte contre le sous-développement, renforcement du rôle de l'ONU et interdiction des armes nucléaires). La réunion tripartite a fait savoir dans le texte final du communiqué leurs attachements à trois principes qui se définissent autour de trois «D» : Désarmement, Développement et Décolonisation.

Il faut attendre la Conférence de Belgrade de Septembre 1961 pour que le mouvement des non alignés se consacre officiellement. Le mouvement « doit être en réalité regardé, non pas comme une création spontanée, mais comme le prolongement de la Conférence de Solidarité afro-asiatique qui s'était tenue en 1955 à Bandung en Indonésie et avait réuni 29 chefs d'États en présence de nombreux représentants de Mouvements de libération nationale ».<sup>6</sup>

---

4 Laurens, Henry, « *Les Afro-Asiatiques : Acteurs ou enjeux de la scène politique internationale ?* », Politique étrangère, n° 3-4, 2000, p.893.

5 Sachs, Ignacy, « *Bandung, les non-alignés et le développement* », Recherches internationales, n° 73, 3, 2004, p.141.

6 Rogalski, Michel, « *Les non alignés d'hier à aujourd'hui* », Centre Interdisciplinaire de Recherche sur la Paix et d'Études Stratégiques, 12 décembre 2006, consulté sur le site : [www.cirpes.net/article\\_pdf.php?id\\_article=148](http://www.cirpes.net/article_pdf.php?id_article=148)

À cette occasion les 25 participants dénoncent la politique des blocs, les alliances militaires collectives, le colonialisme et marquent le soutien inébranlable apporté aux luttes de libération nationale. Comme l'indique le Maréchal Tito « Notre conférence n'a pas pour objet de créer un bloc. Au contraire, elle doit dénoncer l'exclusivisme des blocs qui est un danger pour la paix mondiale et qui empêche les autres pays de participer, dans la plus complète égalité, au règlement des litiges internationaux. »<sup>7</sup>

Durant ce temps « les pays non-alignés augmentaient en nombre et la politique du non-alignement devenait une force modératrice d'importance croissante –une troisième force aux yeux de certains- au sein des Nations Unies ».<sup>8</sup>

Le mouvement des non-alignés s'est progressivement affirmé comme un acteur éminent dans les relations internationales du monde d'aujourd'hui. Ses centres de gravité se sont certes déplacés, mais ils se sont dans le même temps multipliés : l'Asie et l'Afrique, mais également l'Europe de sud, et de façon plus récente l'Amérique latine et les Caraïbes. Son extension, continue, s'est effectuée au rythme des progrès du mouvement d'émancipation nationale.<sup>9</sup>

### **Nature, principes et organes du MNA**

Le mouvement des non alignés est perçu comme servant de contrepoids à cette division du monde en deux sphères d'influence distincts. Dans son essence, il visait la construction d'une troisième force loin de la logique restrictive des blocs. Les États sous la bannière des non-alignés veulent se tenir à distance égale des deux antagonistes. Pour ses fondateurs, le mouvement doit dénoncer l'exclusivisme des blocs. Il est vrai aussi que la division en deux blocs favorisa l'émergence du mouvement des non-alignés.

Communément, le non-alignement prend la forme d'une association intergouvernementale mais ne peut être assimilé à une véritable organisation, mais plutôt à un forum de rencontres et de débats qui répond aux aspirations d'un grand nombre de pays soucieux de garder leurs indépendances dans l'arène internationale.

Le non-alignement, c'est, sous un autre aspect, un regroupement diplomatique. Celui-ci est structuré et agissant au sein du système des Nations Unies. Il joue le rôle d'un centre de consultation et d'un groupe de pression dans les grandes négociations internationales.<sup>10</sup>

Véritable groupe de pression en vue d'obtenir un complet rééquilibrage des rapports internationaux, le mouvement du non-alignement représente l'espoir d'un nouveau système mondial dans lequel le concept traditionnel de puissances ferait peu à peu place à de nouveaux modes de coopération.<sup>11</sup>

Le non-alignement, c'est enfin une vision du monde et de ses évolutions. Rassemblant des États aux orientations sociales et politiques différenciées, divergentes, voire antagoniques, le mouvement n'est pas le lieu d'élaboration d'une théorie constituée. En revanche, il polarise les exigences et les aspirations d'une époque marquée par de très fondamentales mutations.<sup>12</sup>

De plus le mouvement reflète la capacité d'initiative collective, par rapport à des questions

---

7 Extrait de l'Allocution d'ouverture de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays non-alignés prononcée par Tito, à Belgrade, en Septembre 1961.

8 Jha, C, « *Le non-alignement dans un monde en évolution* », Politique étrangère, n°4-5, 1967, p.357.

9 Verlet, Martin, « *Le mouvement des non-alignés après La Havane : Contradictions et dynamique* », op.cit, p.193.

10 Ibid, p.185-186.

11 Berg, Eugène, *Non alignement et nouvel ordre mondial*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, p.165.

12 Verlet, Martin, « *Le mouvement des non-alignés après La Havane : Contradictions et dynamique* », op.cit, p.186.

majeurs du monde contemporain, dont les pays non alignés ont fait preuve à maintes reprises, qu'il s'agisse du désarmement, de l'accès des nations à l'indépendance politique ou de l'action pour un nouvel ordre international. Elle traduit la place qu'occupe le mouvement comme facteur actif de la vie internationale, laquelle s'exprime y compris négativement par le redoublement des pressions exercées de l'extérieur pour l'influencer, l'affaiblir ou le disloquer.<sup>13</sup>

Pour ce qui est des principes clés de mouvement, il est à noter qu'à l'origine, la politique active du non-alignement s'est axée autour de deux aspirations principales, l'anticolonialisme et du non-alignement ou du neutralisme. L'anticolonialisme en était le premier principe fédérateur. Il s'agissait tout aussi bien de renforcer les indépendances récemment acquises que de rejeter toutes les formes de néocolonialisme et de lutter en même temps pour l'indépendance des dernières régions colonisées, surtout en Afrique.<sup>14</sup> Le neutralisme permettait, en effet, d'obtenir l'aide de l'Est et de l'Ouest, sans compromettre l'indépendance économique ou politique, puisque l'aide socialiste contrebalançait l'aide capitaliste, et réciproquement.<sup>15</sup>

En plus de ces deux principes mastodontes, certains idées phares sont mises en avant par le mouvement et sont répertoriées dans la « déclaration de la Havane », qui identifie les objectifs du mouvement dans la garantie de : « l'indépendance nationale, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité des pays non alignés dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme, la ségrégation, le racisme, le sionisme, et toute forme d'agression étrangère, d'occupation, de domination, d'interférence ou d'hégémonie de la part de grandes puissances ou de blocs politiques».

Si les plus importants principes du non-alignement (souveraineté nationale, désarmement, non-ingérence, refus des politiques de bloc, instauration d'un nouvel ordre mondiale) revêtent une portée universelle, toutefois il en revient de dresser une liste des principaux principes qui se situent comme suivant :

- 1- la coexistence pacifique active entre tous les États,
- 2- l'indépendance des pays non-alignés à l'égard des grandes puissances ou des rivalités des blocs et de leur influence, leur opposition à la participation des pactes et alliances militaires,
- 3- L'indivisibilité de la paix et de la sécurité ; ce principe traduit la profonde aspiration des pays non-alignés de voir la détente s'étendre à toutes les régions du monde,
- 4- Non interférence et non-ingérence dans les affaires internes et externes des autres pays,
- 5- Liberté de tous les pays de déterminer le système politique et de poursuivre leur développement économique, social et culturel sans intimidation ni pression extérieure,
- 6- Respects des droits de l'homme et des libertés fondamentales,
- 7- Le droit d'autodétermination de tous les peuples sous domination coloniale ou étrangèrej
- 8- L'opposition à l'impérialisme, au colonialisme et au néo-colonialisme, au racisme y compris au sionisme et à toute forme d'expansionnisme, de domination étrangère et hégémonique ; la politique du non-alignement s'oppose par nature à toute forme de domination étrangère,
- 9- L'opposition à la division du monde entre alliance politico-militaire,

---

13 Ibid, p.185.

14 Laurens, Henry, « *Les Afro-Asiatiques : Acteurs ou enjeux de la scène politique internationale ?* », op.cit, p.894.

15 Ibid, p.895.

- 10- L'inviolabilité des frontières légalement établies,
- 11- Non usage de la force et non-reconnaissance des situations résultant de l'emploi de la force,
- 12- Règlement pacifique des différends.<sup>16</sup>

Pour ce qui des organes permanents du mouvement, l'activité est articulée autour des conférences des chefs d'États ou de gouvernements, les conférences des ministres des affaires étrangères et du bureau de coordination.

Les conférences des chefs d'États ou de gouvernements sont l'organe suprême, politique et représentatif du gouvernement, dont l'autorité des membres en tant que dirigeants de leurs États, donne aux déclarations, décisions ou recommandations de ces conférences une valeur d'actes fondamentaux du mouvement. Les conférences des ministres des affaires étrangères sont chargées de chercher des lignes de la mise en œuvre des programmes d'actions adoptés par les chefs d'États ou de gouvernements aux niveaux des organes gouvernementaux.<sup>17</sup>

En plus du bureau de coordination qui demeure l'organe permanent qui suit au jour le jour l'instrumentalisation des décisions et recommandations approuvées lors des conférences de des chefs d'États ou de gouvernements ou des ministres des affaires étrangères. Le président du bureau est le représentant du pays hôte de la précédente conférence des chefs d'États ou de gouvernements. C'est lui qui convoque les réunions du Bureau ainsi que du groupe des non-alignés dans son ensemble dans le cadre de l'O.N.U.<sup>18</sup>

C'est lors du Sommet de Colombo de 1976 qu'une décision a été adoptée relative à la composition et au mandat du Bureau de coordination, et qui règle d'une manière générale son rôle dans l'activité quotidienne des pays non-alignés et de ses relations avec les conférences des chefs d'États ou de gouvernement et des ministres des affaires étrangères.

Communément le bureau de coordination représente l'axe principal de la synchronisation des activités et des actions au sein des non-alignés.

Après avoir établi un bref aperçu sur la genèse, la nature, les principes et les organes du Mouvement des non-alignés, il est idoine de savoir aujourd'hui si le Mouvement des pays non-alignés a encore un sens dans le contexte international actuel.

Répondre à cette question nous invite à se concentrer sur quatre éléments essentiels. Premièrement, de comprendre la logique du MNA dans la guerre froide. Deuxièmement, d'analyser la polémique concernant la pertinence du MNA dans l'après bipolarité. Troisièmement, d'étaler l'apport de MNA dans la gouvernance globale. Et enfin, quatrièmement, de se renseigner sur le renouveau du mouvement dans la première décennie du troisième millénaire.

## ***Le non alignement dans la guerre froide***

Depuis sa création, le mouvement est une enceinte pour les revendications d'ordre politique. Explicitement, l'indépendance des pays non-alignés à l'égard des rivalités des blocs constitue

---

<sup>16</sup>Kadony, Nguway Kpalangu, *Une introduction aux relations internationales africaines*, Paris, L'Harmattan, 2007, p.144-145.

<sup>17</sup> Sahovic, Milan, L'institutionnalisation des non-alignés, *Annuaire français de droit international*, volume 23, 1977, p.190.

<sup>18</sup> Ibid, p.193.

le principal cheval de bataille du MNA, tandis que l'appui indéfectible aux mouvements de libéralisation et d'autodétermination survenus depuis les années 1960 est son second thème favori. L'anticolonialisme et la distinction des rivalités des deux blocs ont été les maîtres mots du bloc tiers-mondiste durant la bipolarité.

D'autres sujets intéressent le MNA durant la guerre froide comme la dénonciation de l'impérialisme, des immixtions étrangères dans les affaires internes des États nouvellement indépendants et du néo-colonialisme.

Durant le sommet de Lusaka, 1970, les non-alignés décident de se focaliser sur un thème nouveau ; la démocratisation. Au sommet d'Alger de 1973, les déclarations sont encore plus innovantes, la lutte pour un nouvel ordre international devient l'un des champs privilégiés des revendications du mouvement.

À la conférence de La Havane (1979), sous l'impulsion du président Fidel Castro, un nouvel élan a été donné au MNA. Une mise à jour de certains principes et orientations du mouvement a été à l'ordre du jour lors de ce sommet marqué aussi par l'adhésion de onze États latino américains.

En ce qui concerne le volet économique, la demande de restructuration des relations économiques, financière, commerciales, entre les nations différemment configurées est l'axe principal de l'action du MNA. Néanmoins cette demande ne s'est instrumentalisée que « lors de la conférence d'Alger, en Septembre 1973, les « non-alignés » (60 chefs d'État et 12 « mouvements de libération ») dénoncent le « nouvel ordre économique » international imputé aux États-Unis et au libéralisme». <sup>19</sup> A cet égard, l'exigence de restructuration des relations économiques internationales devient le thème privilégié de l'action du mouvement.

La conférence d'Alger marque un tournant. Elle constitue désormais un « véritable tremplin des revendications économiques qui rebondirent aux Nations Unies ». <sup>20</sup> Certes l'ONU s'est déclarée en faveur d'un nouvel ordre économique, abordant pour la première fois les inégalités de développement comme une véritable question de politique internationale. <sup>21</sup> Mais l'attitude courageuse des Nations Unies s'est heurtée à l'hostilité farouche des États-Unis et du camp occidental désirant perpétuer des relations économiques injustes et déséquilibrées vis-à-vis des pays tiers-mondistes.

Le MNA a su résister à la rivalité des deux blocs et de lutter pour l'affirmation d'un nouvel ordre économique international durant la guerre froide, cependant la fin de la bipolarité a ouvert les vannes sur la question de l'opérationnalité ou de l'inefficacité du mouvement.

## ***Le débat sur la pertinence du mouvement dans le nouveau contexte international***

L'argument très courant est que le mouvement des non-alignés s'est forgé en réaction à la guerre froide et à la division des blocs, la disparition de ces deux derniers implique par conséquent la fin logique du mouvement. Pour de nombreux chercheurs, le non alignement

---

19 Vaiss, Paul & Morgenroth, Klaus, *Les relations internationales au temps de la guerre froide*, édition Peter Lang, 2006, p. 176.

20 Genné, Marcelle, « *Non-alignement et division internationale du travail : La position des pays en développement* », Études internationales, vol. 13, n° 1, 1982, p.174.

21 Postel-Vinay, Karoline, « *Récits géopolitiques pour le XXIe siècle* », Études, janvier, 2005, p.21.

« n'avait de sens que dans le contexte de la bipolarisation ». <sup>22</sup> Bien évidemment, avec l'implosion du bloc soviétique l'image même du mouvement a perdu de son sens tandis que sa position politique de rééquilibreur commence à s'affaiblir. A vrai dire, il n'a pas su s'accommoder à la nouvelle donne induite par la disparition de l'un des deux blocs. Durant la post-guerre froide, le mouvement ne serait que l'ombre de lui-même, « la symbolique de la chute du mur de Berlin a fait perdre les repères identitaires, en termes d'identification géopolitique, construite sur une appartenance de groupe ». <sup>23</sup>

Au fil des années, le Mouvement des Non-alignés, s'est transformé, à un groupement déficient et inopérant. Le NAM s'est devenu un club où l'on peut discuter et débattre des questions internationales sans pouvoir les résoudre ou de les influencer. <sup>24</sup> A dire qu'il n'a pas les moyens de faire appliquer ses décisions. Son incapacité à influencer sur les cours des conflits et de gérer les crises dans de nombreux pays du tiers-monde reste très limitée, comme dans le cas de certains pays membres (Sri Lanka, l'Angola, la Bosnie, la République démocratique du Congo, Rwanda, Soudan et en Somalie).

Contrairement à ces postulats négationnistes, d'autres chercheurs réaffirment que la fin de la guerre froide n'implique pas nécessairement la fin du mouvement. Rappelant en ce sens que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, née également durant la confrontation Est-ouest, a continué à prospérer en dépit de la fin de la guerre froide. Si le MNA a su survivre à la guerre froide et ses pressions, il survivra aussi aux défis du nouveau contexte international. Le mouvement a su parfaitement s'adapter au métabolisme qui a affecté le système international par la redéfinition de son rôle dans le post-guerre froide. Le mouvement des non alignés continue d'exister et s'inscrit pleinement dans la logique actuelle.

Il est vrai que le Mouvement des non alignés est toujours d'actualité, l'augmentation croissante des nombres des nouveaux adhérents à ce groupement après la fin de la guerre froide confirme la bonne santé du mouvement. Le changement du système international rime avec changement des priorités et objectifs du mouvement. Le débat sur la pertinence du mouvement ainsi articulé, comptabilise les réelles avancées du mouvement dans le nouveau contexte actuel et s'informe sur l'apport grandissant de celui-ci dans la gouvernance globale.

## ***Le mouvement des non alignés dans la gouvernance globale***

La configuration où le monde était coupé par une division Est-Ouest est désormais disparue. La fracture Nord-Sud façonne désormais l'échiquier international, d'où la nécessité pour les pays non alignés de se mettre en grappe pour défendre leurs intérêts dans les instances et les conférences internationales.

Mais pour que les structures de la gouvernance globale tiennent compte des intérêts et des préoccupations du Sud, ces derniers doivent se consulter régulièrement et coordonner leurs actions en vue de participer au règlement des problèmes internationaux.

Pour se prévaloir de cette mission au sein des grandes conférences et des instances internationales, le MNA prolonge son action à travers le groupe des 77 ainsi que par le truchement d'autres groupes. Ces groupements traduisent cette nouvelle alliance des pays de

---

22 Chaour, Chérifa, « *La recomposition des rapports régionaux. Ou les nouvelles bases de construction des sphères d'influence* », op.cit, p.62.

23 Ibid, p.63.

24 Pavithran, K.S, « *Non Alignment and Post Cold War International System: Problems and Perspectives* », International Journal of South Asian Studies, Vol.11, n°1, Jan- Jun 2008, p.6.

Sud.

## Le Groupe des 77

C'en quelque sorte le front diplomatique du mouvement. La coalition vise à donner de l'influence au Mouvement au sein des institutions internationales, créé le 15 juin 1964 par 77 pays en voie de développement sur la base de la Déclaration commune des 77 pays à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Ce groupement de 130 pays va jouer un rôle très prépondérant tant au moment de la crise pétrolière de 1973 (sommet d'Alger), et de la guerre d'Octobre de 1973 que dans son appui aux mouvements de libération ou dans la lutte contre l'apartheid et du sionisme.

Les deux (le Groupe des 77 et le Mouvement des non-alignés) se sont effacés dans une relative insignifiance depuis la fin de la guerre froide, mais les facteurs – les prix du pétrole et des ressources naturelles – qui ont permis aux pays en développement de jouer un rôle clé dans la politique internationale des années 1970 sont à nouveau présents aujourd'hui, et pourraient conduire à leur renaissance politique. La Chine ou l'Inde pourraient s'appuyer sur le soutien d'un G77 renforcé pour constituer une formidable nouvelle base de puissance.<sup>25</sup>

Le groupe constitue désormais « un porte parole du tiers-mondisme institutionnel, revendiquant un nouvel ordre économique international. En avril 2000, à La Havane, le Groupe des 77 réunit le premier sommet Sud-Sud. Cette rencontre confirme la volonté de ces pays de s'approprier les grands thèmes occidentaux (respect du droit, promotion de la démocratie, prise en compte des intérêts globaux) et de les mettre au service d'une mondialisation équitable ».<sup>26</sup>

Plus précisément, l'exemple qui illustre le mieux le rôle croissant du MNA et du groupe des 77 dans la définition et l'orientation de la politique internationale n'est autre que l'attitude distinctive sur les questions internationales, comme en témoigne la position virulente des 77 lors de la conférence de Copenhague sur le climat.

L'ancrage des 77 sur les dispositions du protocole de Kyoto jugé comme étant plus contraignantes pour les pays industrialisés. Responsables historiquement de l'accumulation de CO2 dans l'atmosphère, les pays industrialisés, selon le protocole de Kyoto, auraient à réduire ou limiter la croissance de leurs émissions de gaz à effet de serre. A contrario, entre 2008-2012, les pays en développement n'ont aucun engagement de limitation de leurs émissions.

## Les autres groupes affiliés au MNA

En plus du groupe des 77, les non-alignés ont scellé leurs alliances au sein des instances internationales pour former maints groupes en vue de la poursuite de leurs intérêts économiques et commerciales.

Contrairement au groupe des 77, le Groupe des 90 peut être perçu uniquement comme un bloc commercial, qui vise à assurer une voix collective sur les questions commerciales et économiques au sein de l'Organisation de commerce mondial (OMC). Forgé lors de la conférence de Seattle en 1999, l'association qui regroupe le groupe africain, des Caraïbes et

---

25 Brahimi, Lakhdar & MARCOUX, Sonia, « *L'ONU survivra-t-elle en 2034 ?* », Politique étrangère, n°4, 2006, p.780.

26 Defarges, Philippe Moreau, *Un Tiers-Monde en réinvention*, In Les faces cachées de la mondialisation, Sous la direction de Thierry de MONTBRIAL et Philippe Moreau, DEFARGES, Paris, Dunod, 2004, p.35.

Pacifique (ACP) et le groupe de pays moins développés (LDC), s'est vite transformée en tant que bloc puissant à la cinquième conférence ministérielle de l'OMC de Cancun en 2003.

S'ajoute aussi le groupe 33 qui comprennent des pays en voie de développement et qui a pour mission de protéger les marchés intérieurs réciproques de ces pays surtout au niveau des exportations agricoles subventionnées des pays occidentaux. Sa quête se limite essentiellement à la réorganisation des systèmes agricoles et alimentaires dans le monde. En plus de la coordination sur les questions commerciales et économiques.

De plus, le Groupe des 15, créé lors de la IXe conférence du NAM à Belgrade en Septembre 1989 et ayant actuellement 17 pays comme membres. Son objectif principal est d'assurer la croissance et la prospérité pour les États membres et s'intéresse spécifiquement à la coopération dans le domaine de l'investissement, du commerce international et des nouvelles technologies.

En dépit du rôle actif du MNA dans la gouvernance globale, certains handicaps entravent son dynamisme d'où l'attention prise par les pays non alignés en faveur de la revitalisation du mouvement depuis le début de ce troisième millénaire.

## ***La revitalisation du mouvement des non alignés***

Le non alignement dans l'esprit de l'un de ses pères fondateurs, Nehru, se résumait à « une politique indépendante de nature à valoriser les nouveaux États et à leur assurer une influence réelle sur l'échiquier international ». <sup>27</sup>

Si dans la réalité le mouvement est toujours imprégné de son héritage idéologique, toutefois les appels de revitalisation ne manquent pas. Il apparaît que le MNA suit une allure dynamique et évolutive.

Au sommet des pays non alignés de La Havane (2006), et dans sa déclaration finale, les non alignés ont réclamé une «revitalisation» du mouvement sans perdre de vue la fustigation classique de l'ordre international établi. La revitalisation du MNA signifie un retour en force du «tiers-mondisme» comme acteur majeur de la scène internationale.

Intervenant à l'ouverture du Sommet de La Havane, Raul Castro traçait les grandes lignes de cette nouvelle stratégie, le mouvement tiers-mondiste doit maintenant mener des batailles courageuses contre l'unilatéralisme, et de lutter pour l'établissement d'un ordre international juste et équitable pour tous les pays.

D'autres questions ont pu être abordés comme la pauvreté, le développement, la valeur du multilatéralisme, la collaboration entre les pays de sud, la solidarité sud-sud, l'intensification des échanges entre pays tiers-mondistes, réforme de l'ONU, désarmement, droits de l'Homme, nouvelles dimensions de la fracture nord-sud, nouvel ordre mondial de l'information, les interventions militaires et le terrorisme.

Trois ans plus tard et lors de la conférence de Charm el Cheikh en Égypte, les pays non-alignés se sont réunis pour discuter des conséquences de la crise financière mondiale, appelant à un "nouvel ordre mondial" qui garantirait les intérêts des pays en développement. Lors de ce 15 sommet deux principaux document ont été adoptés : le document final, qui porte sur l'avenir du mouvement, la réforme de l'ONU, Droits de l'Homme, dialogue Nord-Sud, crise financière, et enfin la position commune du mouvement sur la question du proche-Orient. La

---

<sup>27</sup> Fischer, Georges, « *La Conférence des non alignés d'Alger* », Annuaire français de droit international, volume 19, 1973, p.9.

déclaration de Charm El Cheikh se focalisera quant à elle sur le développement du mouvement.

Désireux de revitaliser le Mouvement par des actions concrètes, les participants au sommet d'Égypte, ont par la suite envisagé la création d'un système monétaire international qui puisse protéger les intérêts des pays en voie de développement. Affectés par la crise financière mondiale aiguë, les non alignés ont insisté sur un contrôle accru du marché financier et du remplacement du dollar.

Lors de cette conférence, les non alignés ont affirmé aussi, l'importance d'une plus grande participation des pays en voie de développement à la prise de décision concernant les questions internationales.

## **Conclusion**

Constitué à l'initiative de Tito (Yougoslavie), Nasser (Égypte) et Nehru (Inde), c'est à Belgrade que fut la véritable naissance du Mouvement des Non alignés. Les pays non-alignés s'engagèrent à créer un système international sur la base de la reconnaissance des droits des nations et des peuples jusque-là dominés. Ne prétendant nullement à créer un nouveau bloc, leurs volontés se contentèrent de construire une troisième force loin des rivalités des blocs. Nombre de ces pays vont croire aux bienfaits et aux vertus associées du non-alignement tout au long de la guerre froide. Toutefois la fin de celle-ci marque indiscutablement pour certains observateurs l'essoufflement d'un mouvement, pour ne plus représenter qu'un cadre symbolique jusqu'à sa revitalisation, expressément dans les deux dernières conférences (La Havane 2006 et Charm el cheikh 2009). Les deux Rendez-vous vont constituer des occasions propices pour donner un nouvel élan au mouvement.

Il apparaît, à travers ce rapide aperçu, que le non alignement s'est enraciné dans l'éthique de la politique mondiale. Qu'il a connu, des périodes de progrès significatifs, mais aussi des phases de relative effacement. Ancré dans l'imaginaire des relations internationales et omniprésent dans la situation du moment, désormais le non-alignement est bel et bien une idée d'avenir.

## LES NON-ALIGNÉS D'HIER À AUJOURD'HUI

Michel Rogalski  
(Économiste (CNRS/EHESS),  
directeur de la revue *Recherches internationales*)

Privé de la présence de Fidel Castro pour cause de maladie, le XIVème Sommet des Non-alignés s'est tenu en septembre 2006 à La Havane. L'usage veut que l'État qui l'héberge en assure la présidence jusqu'au Sommet suivant. Le flambeau a été ainsi transmis à l'Égypte en 2009 à l'occasion du XVème Sommet. Hosni Moubarak en préside donc actuellement les destinées. Cuba avait déjà présidé les Non-alignés en 1979, à une époque marquée au coeur de la guerre froide par l'apogée et la radicalisation du tiers-mondisme. C'est dire si les conditions internationales ont changé.

### ***Aux origines lointaines***

Le Mouvement des Non-alignés, officiellement constitué en 1961 à Belgrade à l'initiative de Tito (Yougoslavie), Nasser (Égypte) et Nehru (Inde), doit être, en réalité, regardé, non pas comme une création spontanée, mais comme le prolongement de la Conférence de Solidarité afro-asiatique qui s'était tenue en 1955 à Bandung en Indonésie et avait réuni 29 chefs d'États en présence de nombreux représentants de Mouvements de libération nationale. Le Tiers-monde politique y était né et avait solennellement affirmé les cinq principes de la coexistence pacifique entre pays de régimes politiques différents : le respect mutuel pour l'intégrité et la souveraineté, la non-agression mutuelle, la non-ingérence dans les affaires intérieures, l'égalité et le bénéfice mutuel et la coexistence pacifique.

Les puissances occidentales prirent l'exacte mesure de l'événement politique de portée mondiale. En effet, se réclamer du non-alignement ou du neutralisme dans un monde déjà structuré par la guerre froide, c'était tout simplement dire qu'on se refusait à n'être qu'une annexe du monde occidental, qu'on s'autorisait une existence autonome, voire même qu'on jouerait de l'affrontement des deux « camps » pour les mettre en concurrence et s'insérer plus efficacement dans les échanges économiques mondiaux. Tout cela avant même que le processus de décolonisation ne soit achevé. En se constituant en 1961 les Non-alignés réalisent la jonction du monde afro-asiatique avec celui de l'Amérique latine, donnant à leur démarche une dimension tricontinentale. Leur vision irrite fortement l'Occident qui n'aura de cesse d'en renverser au plus vite les figures les plus actives : Nasser, N'Krumah, Soekarno, Modibo Keita.

### ***Un bilan et des acquis incontestables***

On aurait néanmoins tort de croire que les Non-alignés rassemblent tout le Tiers-monde. Bien qu'activement représentée par Chou-En-laï à Bandung, la Chine est restée à l'écart de la création des Non-alignés. Probablement à cause d'un veto de Nehru, car le conflit sino-indien est alors au plus vif et de la réticence de Tito, fortement opposé à la Chine dans le cadre des divisions du monde communiste. L'Amérique latine est loin d'avoir répondu en masse à l'appel. De grands pays comme le Mexique, le Brésil, l'Argentine restent encore aujourd'hui à l'écart du Mouvement. Cela vaut également pour la Turquie. Les 118 pays qui le composent aujourd'hui rassemblent des États aussi différents que la Corée du Nord, l'Arabie saoudite ou

le Soudan. Depuis la dislocation de la Yougoslavie, c'est l'Inde et l'Afrique du Sud qui pèsent le plus dans l'ensemble, car le Brésil en reste absent et le statut d'observateur accordé aujourd'hui à la Chine limite l'influence qu'elle pourrait jouer au sein du Mouvement. Malgré ses faiblesses constitutives et son aspect hétéroclite, le Mouvement fut à l'origine d'une démarche ambitieuse qui porta très vite ses fruits. Dès 1963 le « Groupe des 77 » se constitue à l'ONU et relaie l'influence du Mouvement au sein des institutions internationales. C'est le front diplomatique. Puis, en 1964, viendra le front économique avec la création de la CNUCED, organisme des Nations unies pour le commerce et le développement qui jouera le rôle d'un véritable laboratoire d'idées et de bureau d'études au service du Tiers monde et sera, jusqu'à aujourd'hui, l'un des rares lieux de production intellectuelle à même de contrer les analyses économiques du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OMC. Mais l'expression la plus constituée des analyses portées par le Mouvement des Non-alignés sera cristallisée dans le projet de Nouvel Ordre Économique International prôné à partir du Sommet d'Alger en 1973 et présenté à l'Assemblée générale des Nations unies qui le ratifiera en 1974. Aujourd'hui, nombre des analyses qui traversent la mouvance altermondialiste doivent – souvent à son insu – à ce document qui, partant des exigences internes nécessaires au développement des pays, inventoriait l'ensemble des conditions internationales qui devaient l'accompagner et le rendre possible. L'apogée du Mouvement sera atteint à la fin des années 70 au moment où Cuba en prendra pour la première fois la présidence.

La décennie 80, marquée par la crise de la dette et son cortège de politiques d'ajustement structurel imposé pour en assurer le remboursement, contribuera à l'éclatement du Tiers-monde et à son effacement de la scène internationale en tant qu'acteur constitué. La fin de la guerre froide et la disparition des blocs interrogeront même la notion de non-alignement que le processus accéléré de mondialisation perturbera également.

### ***Le non-alignement à la recherche de sens***

Si aujourd'hui, la recherche d'une posture équidistante entre les deux blocs ne fait plus sens, par contre la résistance des pays du Tiers monde à la fracture Nord-Sud, aggravée par l'asymétrie des relations qu'impose la mondialisation, est au coeur de la démarche des Non-alignés qui veulent peser plus sur l'ordre du monde. Les deux derniers Sommets doivent donc être appréciés à l'aune de telles préoccupations, sachant qu'il est, par nature, un Mouvement hétéroclite fonctionnant au consensus et devant nécessairement s'exprimer sur les grandes questions d'actualité qui travaillent le monde.

Les longues déclarations finales adoptées permettent certes d'exprimer dans le détail les différentes positions du Mouvement sur l'évolution du monde mais offrent surtout une utile information sur les valeurs qu'il entend porter jusqu'au prochain Sommet.

S'y trouvent ainsi réaffirmé avec force son attachement à la recherche d'un ordre mondial juste et équitable qui, en l'état, reste hypothéqué par le sous-développement de la plupart des pays du Sud et le manque permanent de coopération ainsi que par des mesures coercitives de quelques pays développés. Tout en préconisant le renforcement des liens entre pays du Sud, la posture choisie, au contraire de l'autarcie, fait sienne l'exigence d'une plus grande participation aux affaires du monde et d'une aide publique au développement renforcée.

Les réflexions sur une nécessaire refonte de l'ONU sont particulièrement développées et témoignent de la marque d'une forte insatisfaction devant son fonctionnement actuel. Trois axes sont poussés en avant. Tout d'abord, l'Assemblée générale – où chacun compte pour un – doit voir son rôle revivifié et sortir d'un statut mineur quasiment consultatif pour devenir un

vrai centre de pouvoir. Le Conseil de sécurité doit être plus largement ouvert aux pays du Sud. Enfin le rôle du conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) doit être renforcé.

Les documents finaux insistent sur la nécessaire promotion et préservation du multilatéralisme et s'inquiètent, pour les condamner, des recours à la force ou des menaces de recours à la force. Ils condamnent les doctrines de défense stratégique avancées par des États dotés de l'arme nucléaire, et notamment la doctrine d'attaque préventive, y compris avec des armes nucléaires, développée au sein de l'OTAN. Tout le monde comprend que les États-Unis sont ainsi visés, mais sans être nommément désignés.

La question du terrorisme est également longuement abordée à travers plusieurs types de considérations. L'affirmation que le terrorisme doit être condamné « sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations » est sans ambiguïté. Mais il est assorti de plusieurs commentaires. Les luttes de libération de peuples sous domination coloniale ou étrangère ou sous occupation étrangère ne relèvent pas du terrorisme. Par contre, il est affirmé que « la brutalité contre des peuples sous occupation étrangère doit être constamment dénoncée comme la pire forme de terrorisme ». La stratégie antiterroriste organisée autour de la notion « d'axe du mal » ou de liste d'États soi-disant terroristes, ou à travers l'assimilation de civilisations ou de religions à du terrorisme, est fortement rejetée. Puis, pour faire écho à l'actualité, le soutien aux régimes afghan et irakien est affirmé ainsi que la condamnation des actes terroristes qui se déroulent dans ces pays. Le droit de l'Iran à développer l'énergie nucléaire est reconnu.

On le voit, les Déclarations finales adoptées reflètent les ambiguïtés du Mouvement des Non-alignés et son extrême hétérogénéité. Il ne s'agit pas d'une véritable organisation mais plutôt d'un espace de rencontres et de débats où se retrouvent côte à côte les plus démunis de la planète, les laissés-pour-compte de la mondialisation ou de riches États pétroliers. Mais tous tentent de repousser l'hégémonie des grandes puissances. Jadis soucieux d'un équilibre entre les blocs qu'il n'hésitait pas à instrumentaliser, aujourd'hui, le Mouvement pousse à l'affirmation d'un monde multipolaire et contribue aux résistances aux dominations.

## **Bandung, les non-alignés et le développement : cinquante ans après ?**

**Ignacy Sachs,**  
directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales <sup>(28)</sup>

La première Conférence de Solidarité afro-asiatique se réunit à Bandung (Indonésie) en avril 1955, à l'invitation des premiers ministres de l'Inde, du Pakistan, de Ceylan, de Birmanie et de l'Indonésie. Elle réunit 600 délégués de 29 pays et quelques invités de marque comme le Maréchal Tito, président de la Yougoslavie. La photo de Nehru, Chou En-Lai, Sukarno, Nasser et Tito se tenant par la main fit le tour du monde. La Conférence fut un triomphe personnel pour Nehru en lançant l'idée du non-alignement des anciens pays coloniaux et dépendants par rapport aux deux blocs antagonistes – l'alliance occidentale et l'URSS et ses alliés – à peine sortis de la guerre de Corée. Chou En-Lai en fut aussi un grand gagnant puisqu'il réussit à faire sortir la Chine de son isolement diplomatique. A Bandung furent solennellement réaffirmés les cinq principes de la coexistence pacifique (Panchsheel) entre les pays de régimes politiques différents inscrits pour la première fois dans le traité que l'Inde et la Chine signèrent le 29 avril 1954 au sujet du Tibet. Ces cinq principes concernent le respect mutuel pour l'intégrité et la souveraineté, la non-agression mutuelle, la non-interférence dans les affaires intérieures, l'égalité et le bénéfice mutuel et la coexistence pacifique.

L'historien britannique Geoffrey Barraclough eut raison en parlant, à propos de cette conférence, de la révolte contre l'Occident et de la naissance du Tiers-Monde, terme qui fut mis en circulation par les chercheurs français (Alfred Sauvy et Georges Balandier) en 1952.

C'était pourtant une révolte modérée puisqu'à travers les cinq principes de la coexistence pacifique les anciennes colonies tendaient la main, pour ce qui est notamment de la coopération économique et technique, aux deux blocs. L'essence du non-alignement consistait précisément à garder l'équidistance entre les deux systèmes en concurrence, essayant de les jouer l'un contre l'autre pour obtenir les meilleures conditions possibles d'accès à la technique et aux marchés. Cette politique extérieure se devait de servir la recherche des troisièmes voies, régimes intermédiaires qui rejetaient le capitalisme pur et dur et en même temps refusaient de se ranger dans le camp des démocraties populaires.

Sous la direction de Nehru, l'Inde était déjà engagée dans cette recherche d'une troisième voie, s'étant dotée d'un régime parlementaire à la Westminster, d'une planification qui devait beaucoup au modèle soviétique et d'une politique inspirée par le socialisme fabien, ce qu'il appelait « the socialistic pattern of society » pour se distancer du socialisme réel du bloc soviétique. Nasser, fraîchement arrivé au pouvoir, se préparait pour l'épreuve de force avec les anciennes puissances coloniales. Il allait nationaliser le canal de Suez en 1956 et afficher un « socialisme arabe » tout en envoyant en prison les communistes. Dans un livre très remarqué, Samir Amin, sous le pseudonyme de Hassan Riad, montra que l'Égypte nassérienne n'avait rien de socialiste, comme il en fut par la suite pour plusieurs pays africains qui affichaient un soi-disant socialisme affublé de l'adjectif national. Les troisièmes voies n'ont pas prospéré. Le « socialisme birman » s'est vite essoufflé. Le régime démocratique en Indonésie fut balayé en 1964 par un coup d'État sanglant dont les principales

---

28 Texte paru dans Recherches internationales, n° 73, 3 - 2004, pp. 141-156

victimes furent de nombreux militants du Parti Communiste Indonésien, alors en pleine ascension.

Cependant, le Tiers Monde se dota de structures de coopération politique. Le mouvement des non-alignés vit officiellement le jour en 1961. En 1963, une déclaration à l'Assemblée des Nations Unies donna naissance au Groupe de 77 (du nombre de ses membres à ce moment, les pays latino-américains, absents à Bandung, s'y sont joints) et une année plus tard, fut créée la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), l'organe onusien le plus proche des intérêts des pays périphériques. La pression des pays du Tiers Monde alla crescendo jusqu'à 1975, date de la Septième Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies convoquée à la demande de l'Algérie pour discuter du Nouvel Ordre Économique International, capable de stimuler le développement des pays du Tiers-Monde. La question fondamentale fut bien formulée par le président du Mexique à l'époque, Luis Echeverria : « Ou bien la coopération, ou bien le chaos mondial. »

Les pays du Tiers-Monde pouvaient paraître en position de force du fait du relèvement des prix du pétrole par les pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et du désarroi que la crise de l'énergie ainsi provoquée jeta au sein des pays industrialisés. Il n'en fut pourtant rien. Paradoxalement, les pays producteurs de pétrole se contentèrent de recycler la manne des pétrodollars à travers les banques occidentales. Celles-ci, fortes de ces liquidités, s'empressèrent de les prêter aux pays du Tiers-Monde avec des taux d'intérêt variables. L'inflation provoquée par la politique monétaire des États-Unis fit le reste. De nombreux pays du Tiers-Monde tombèrent dans le piège de l'endettement, dont ils ne parviennent pas à se sortir depuis.

Un autre facteur qui réduisit la marge de manœuvre des pays non alignés fut l'affaiblissement politique du bloc soviétique. La crédibilité du socialisme réel fut définitivement compromise par l'entrée à Prague en 1968 des chars d'assaut soviétiques pour écraser l'expérience tchécoslovaque de « socialisme au visage humain ». Par ailleurs, le conflit d'intérêts entre l'URSS et la Chine se traduisit par une rivalité de plus en plus prononcée entre ces deux pays.

Dans ces conditions, le mouvement des pays non alignés, privé de ses chefs historiques, s'enlisa et, bien qu'il existe formellement à ce jour, son rôle sur l'arène internationale est très loin de celui qu'on était en droit d'espérer à Bandung. A vrai dire, avec la chute du mur de Berlin et l'implosion de l'Union soviétique, le concept même de Tiers Monde a perdu son sens. Plutôt que parler du Tiers Monde nous devons parler des pays du Sud, par opposition aux pays du Nord ; ces deux termes étant utilisés comme métaphores et non pas au sens géographique.

Ce qui demeure c'est la nécessité de renforcer la coopération Sud-Sud dans tous les domaines : politique étrangère, coopération au sein des organismes internationaux, échanges économiques, scientifiques, techniques et culturels, mise en œuvre de projets communs. Nous sommes très loin du compte et l'effort récent du Brésil de construire un axe Brasilia-Pretoria-New Delhi (le G3) et de l'élargir à un G20 n'est qu'un très modeste début. Ce qui gêne le plus c'est le fait que les pays du Sud se connaissent très peu mutuellement. Il serait pourtant faux de réduire l'héritage de Bandung aux seules vicissitudes du mouvement des pays non alignés.

Commençons par rappeler l'énorme impact de cet événement sur l'opinion publique, y compris dans les pays industrialisés. Le monde vivait une période d'accélération historique sans précédent. Dans le domaine qui nous intéresse ici, il suffira de mentionner l'indépendance de l'Inde en 1947, obtenue à travers le mouvement de résistance non violente (ahimsa) prônée par Gandhi – un phénomène sans pareil dans l'histoire de l'humanité –, la

victoire finale de la révolution chinoise en 1949, Bandung faisant figure d'un maillon très important dans l'accélération des mouvements de libération nationale, et de la décolonisation du continent africain à la fin des années 1950 et au début des années 1960. L'émancipation politique des pays du Tiers Monde modifia le rapport de forces au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies où ils sont devenus majoritaires et fit du développement un axe prioritaire pour le fonctionnement de cette institution.

### ***Les Nations Unies et les recherches sur le développement***

Le Secrétariat de l'ONU et les agences spécialisées se sont dotés au fur des années d'un puissant dispositif de recherches qui contribua à faire du concept du développement une idée-force de la seconde moitié du XXe siècle.

On n'insistera jamais trop sur ce rôle joué par l'ONU, d'autant plus que les milieux académiques, notamment en France, n'ont jamais vraiment appris à se servir de l'énorme flux de rapports et études publiés par l'ONU, le PNUD, la CNUCED, le BIT, la FAO, l'UNESCO, l'OMS, l'UNICEF, l'ONUDI, sans oublier l'Université des Nations Unies et ses instituts (notamment le WIDER). De leur côté, les Banques Internationales avec la Banque Mondiale en tête et le FMI leur ont emboîté le pas avec un biais idéologique plus prononcé. L'histoire des Nations Unies en tant que dispositif de recherches reste à faire. Limitons-nous à quelques remarques.

Du côté positif, il faut mettre en avant le nombre très important d'études empiriques qui ont permis de mieux comprendre la diversité des différents pays du Sud, de leurs structures économiques et sociales, mais aussi de leurs cultures et modes de vie. Sans aller à un véritable « non-alignement » idéologique, les études réalisées au sein des Nations Unies se caractérisent par un grand éclectisme (ce qui n'est pas toujours un avantage), ayant tout de même ouvert un espace important aux propositions de politiques économiques hétérodoxes.

Il faut aussi mettre à leur actif l'introduction des problématiques nouvelles à travers l'organisation des sommets mondiaux sur les thèmes aussi divers que l'environnement, l'urbanisation, l'évolution de la population mondiale, l'émancipation des femmes, les droits humains, le progrès social, toujours en rapport avec le développement, ainsi qu'à la réalisation de onze Conférences sur le Commerce et le Développement, la première à Genève, en 1964, et la dernière en date à São Paulo en 2004.

Enfin, la création des commissions régionales de l'ONU (la Commission Européenne à Genève, la CEPAL à Santiago, le CESAP à Bangkok, la Commission Africaine à Addis-Abeba) et des instituts de la planification du développement qui en relèvent (notamment celui de Dakar pour l'Afrique) contribua d'une façon parfois décisive à l'émergence d'écoles de pensée originales dans les pays du Sud. Ce fut notamment le cas de la CEPAL en Amérique latine et de l'Institut de planification et du développement de Dakar en Afrique. En parallèle, une réflexion originale sur le développement se produisit en Inde et dans d'autres pays de l'Asie du Sud-Est.

Ainsi le concept de développement s'est considérablement enrichi, tout en s'affranchissant du réductionnisme economiciste et du mimétisme.

Si la croissance économique continue, à juste raison, à être considérée comme une condition nécessaire (mais nullement suffisante) du développement, le temps où les deux systèmes politiques concurrents s'affrontaient à coups de taux annuels de croissance du PIB en incitant les pays du Tiers-Monde à s'engager dans la reproduction mimétique des trajectoires

historiques des pays industrialisés d'une part et de l'URSS de l'autre est révolu. Nous savons aujourd'hui que le développement est un concept pluridimensionnel et donc devant être abordé dans une perspective pluri et même transdisciplinaire ; il constitue en quelque sorte une méta-catégorie. Par ailleurs, il est dans son essence pluriel, faisant appel à une réflexion endogène qu'il ne faut pas confondre, loin s'en faut, avec un appel à l'autarcie.

Les objectifs du développement sont toujours sociaux et éthiques ; il se doit de respecter les contraintes environnementales, la croissance économique ne jouant qu'un rôle instrumental, certes très important. En d'autres mots, nous raisonnons en termes d'un développement socialement incluant, environnementalement viable (« durable »), et économiquement soutenu<sup>(29)</sup>

La « révolution de l'environnement » stimulée par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, réunie à Stockholm en 1972, et par le Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio de Janeiro en 1992, constitua une étape importante dans cette évolution. Elle réintroduisit dans le champ de vision des chercheurs en sciences sociales le substrat matériel des processus socio-économiques, attira leur attention sur la finitude de notre planète, et les incita à raisonner avec des échelles plurielles de temps et d'espace, en dépassant l'immédiatisme de la pensée économique conventionnelle. Du côté négatif, il faut relever l'absence de coordination effective des recherches menées au sein du système onusien, fonction que l'Université des Nations Unies aurait pu assumer. Il ne s'agit nullement d'imposer une pensée unique. Le pluralisme est toujours bienvenu, mais il ne faut pas le confondre avec la pratique actuelle qui se traduit par la réinvention perpétuelle de la roue et le déficit des recherches comparatives mettant en perspective l'expérience des différentes régions et pays. Pourtant, le système onusien serait très bien placé pour le faire.

Mais la faiblesse essentielle, pour ne pas dire l'échec, se situe au niveau du passage du concept à l'action. Le fossé entre l'idée du développement et l'accumulation des connaissances à ce sujet d'une part, et la mise en œuvre des politiques du développement d'autre part, ne fait que se creuser. Au point que certains en arrivent même à remettre en question l'utilité du concept du développement, prônant la nécessité de passer au « post-développement »<sup>(30)</sup>.

La démarche ressemble à celle du malade qui casse le thermomètre pour ne pas savoir quelle est sa fièvre. Pour mettre en évidence le mal-développement régnant et pour proposer le changement de cap certes nécessaire, nous avons besoin, plus que jamais, du concept normatif du développement. Il nous faut en même temps analyser les trajectoires parcourues par les pays du Sud pour essayer de comprendre les raisons du décalage entre le discours sur le développement et sa mise en pratique et pour cela le couple développement/mal-développement sert à baliser le champ d'investigation.

### ***Du concept à l'action : les frustrations du mal-développement***

La bouteille est à moitié pleine, à moitié vide. Si l'on s'en tient aux indicateurs de la croissance et de la modernisation, ramenés à cette entité abstraite qu'est l'homme moyen<sup>(31)</sup>,

---

29 Voir à ce sujet Ignacy Sachs, « Développement inclusif et travail décent pour tous », Revue Internationale du Travail, vol. 143 (2004), n° 1-2, pp. 177- 202.

30 Pour une critique de ce courant de pensée, voir notamment Stéphanie Treillet, « Misère de l'anti-développement », Recherches internationales, n° 72 (2-2004), pp. 111-135.

31 Pour se rendre compte des ravages que provoque l'usage indiscriminé des moyennes par habitant, on consultera l'ouvrage récent de Jacques Marseille, La guerre des deux Frances, Perrin, 2005, Paris, dans lequel l'auteur soutient

de nombreux pays du Sud ont connu un essor supérieur à celui de la moyenne mondiale, notamment dans la période 1950-1980 qui a précédé la contre-réforme néolibérale. Mais à l'aune des critères du développement qui font intervenir la répartition des richesses et des revenus, la structure d'emploi, de sous-emploi et de chômage, la dégradation de l'environnement, force est de parler de régression plutôt que de progrès, y compris dans les pays industrialisés. Le monde est de plus en plus riche en termes de PIB et donc le scandale de la mal-distribution et du mal-développement est de plus en plus insupportable. A quoi attribuer cet état des choses ?

Au plan mondial nous n'avons pas été capables de créer un ordre favorable au développement des pays périphériques, pas plus qu'à la gestion rationnelle des ressources naturelles à l'échelle globale.

Les Nations Unies n'ont pas tenu leur promesse car les pays industrialisés, les États-Unis en tête, ne se sont jamais engagés autrement qu'en rhétorique dans la mise en place d'institutions et de règles de jeu internationales capables d'assurer des rapports équitables entre partenaires de forces inégales, autant dire fonctionnant de façon à discriminer positivement les partenaires les plus faibles. L'« aide au développement » se réduit à une fraction ridicule du PIB des pays riches – environ 0,23 % – alors que ceux-ci s'étaient mis d'accord, il y a près de cela quarante ans, pour transférer vers les pays du Sud 0,7 % de leur PIB <sup>(32)</sup>. Comme l'a montré un rapport de la CNUCED, entre 1970 et 2002, l'Afrique a reçu près de 540 milliards de dollars en prêts mais après avoir remboursé en principal et intérêts près de 550 milliards de dollars, l'encours de sa dette se montait fin 2002 à 295 milliards de dollars. On assiste en fait à un transfert inverse de ressources en provenance du continent le plus pauvre du monde vers les pays riches <sup>(33)</sup>. Pour la septième année consécutive, les transferts nets ont profité aux pays riches, à concurrence de 300 milliards de dollars en 2004 <sup>(34)</sup>.

Trois conférences mondiales sur l'environnement (Stockholm 1972, Rio de Janeiro 1992, Johannesburg 2002) ont débouché sur le Protocole de Kyoto, dont on sait que même s'il venait à être respecté à cent pour cent (y compris par les États-Unis qui se refusent à le ratifier) il serait tout à fait impuissant à freiner les changements irréversibles du climat dus principalement à la surconsommation des énergies fossiles. Au plan national, après une croissance forte au cours des décennies 1950-1970, marquée cependant par l'externalisation débridée des coûts sociaux et environnementaux, et par des excès d'étatisme donnant parfois lieu à la pathologie de la privatisation des États, on assiste un peu partout, à l'époque de la contre-réforme néolibérale, au ralentissement des taux de croissance économique allant de pair avec l'aggravation des problèmes sociaux et l'épuisement des paradigmes du développement mis en œuvre.

### **Le « socialisme réel »**

Le « socialisme réel » pratiqué en URSS et dans les pays du bloc soviétique, affichant la possibilité d'une marche accélérée vers le développement, a manqué ses trois tentatives d'instauration d'un « socialisme à visage humain » (en Pologne en 1956, en Tchécoslovaquie en 1967 puis en URSS à l'époque de Gorbatchev) pour s'effondrer avec la chute du mur de

---

contre vents et marées que la France vient de connaître de nouvelles « trente glorieuses » entre 1973 et 2003.

32 Voir United Nations, World Economic Situation and Prospects 2005, New-York

33 CNUCED, Le développement économique en Afrique. Endettement viable : oasis ou mirage ?, Genève, 2004, cité par Le Monde diplomatique – Manière de voir n° 79, février/mars 2005 (Résistances africaines), p. 52.

34 United Nations, World Economic Situation and Prospects 2005, New York.

Berlin et l'implosion de l'Union soviétique. Ce n'est pas le lieu d'analyser les causes profondes de cet effondrement. Nous nous bornerons à deux remarques. L'efficacité économique démontrée dans la première phase de reconstruction d'après-guerre et d'industrialisation rapide correspondait en fait à une croissance « extensive », obtenue à travers le plein-emploi de la main-d'œuvre travaillant avec des techniques assez simples et soumise à une enrégimentation rigoureuse. Le système n'a pas été capable d'évoluer vers la croissance « intensive » soutenue par le progrès technique, pas plus qu'à ménager des espaces réels de débat démocratique. Le mode de gestion excessivement centralisé et l'absence d'un climat de liberté politique privaient les responsables pour la conduite de l'économie du feedback nécessaire de la part des différents secteurs de la société et des médias. Amartya Sen a raison d'insister sur l'importance capitale pour le développement de la démocratie conçue en tant qu'espace de débats <sup>(35)</sup>.

L'analyse sine ire et odio du fonctionnement du socialisme réel est encore à faire pour tirer des leçons de ses avancées, échecs et drames. On ne peut que regretter que les pays de l'Europe de l'Est se soient engagés dans la transition vers le capitalisme dur et pur en faisant table rase du passé.

### ***Le capitalisme réformé***

Le capitalisme réformé de l'après-guerre a donné lieu à partir des années 1980 à la contre-réforme néolibérale censée juguler l'inflation, rétablir la croissance forte et assurer la prospérité générale.

La bilan, après un quart de siècle, est plus que décevant. Il suffit pour s'en rendre compte de regarder les pays de l'Amérique latine qui suivirent les préceptes du Consensus de Washington (déréglementation, privatisation, ouverture indiscriminée) et ceux de l'Afrique soumis aux rigueurs de l'« ajustement structurel » sous la houlette du FMI et de la Banque Mondiale. Et d'observer par ailleurs les régressions sociales dans les pays industrialisés et l'insuccès des social-démocraties européennes à empêcher la dérive libérale de l'Union européenne et les coups de boutoir portés à l'État protecteur <sup>(36)</sup>. La part des profits après impôts dans le revenu des États-Unis a atteint en 2004 le niveau le plus élevé depuis 75 ans et selon l'Union des Banques Suisses il en est de même pour l'ensemble des pays du G7. La contrepartie en est la réduction de la part des salaires dans le PIB. Au cours des trois dernières années, les profits des entreprises aux États-Unis ont augmenté de 60 % et les salaires de 10 % à peine <sup>(37)</sup>.

### ***La croissance alimentée par les inégalités : un pari impossible***

Des pays comme le Brésil ont connu de 1950 à 1980 une croissance très rapide – une moyenne de 7 % par an – accompagnée de modernisation et d'urbanisation prématurée et excessive. Le modèle mis en œuvre était celui de croissance socialement perverse, parce qu'alimentée par un processus d'approfondissement des disparités sociales et donc par une hétérogénéisation de la société, alors que le développement se doit au contraire de poursuivre

---

35 Voir Amartya Sen, *La démocratie des autres*, Payot, Paris, 2005.

36 La pratique montre qu'il s'avère impossible de dire simultanément oui à l'économie de marché et non à la société de marché.

37 Tous ces chiffres sont extraits de *The Economist* du 12 février 2005, intitulé significativement « Breaking records ». Le sous-titre est encore plus parlant et ne manque pas de franc-parler : « Capitalists are grabbing a rising share of national income at the expense of workers » !

l'homogénéisation de celle-ci. Comme, de surcroît, le conflit distributif était partiellement éludé en donnant libre cours à l'inflation, ce paradigme de mal-développement a fini par s'épuiser, à telle enseigne que depuis un quart de siècle l'économie brésilienne piétine. Il y a des analogies très claires entre l'épisode de l'histoire économique du Brésil connu comme « le miracle brésilien » et la très forte croissance actuelle de l'Inde et de la Chine. La défaite tout à fait inattendue du gouvernement indien aux élections de 2004 est due au fait que la croissance et la modernisation dont il était pourtant si fier (la propagande officielle exaltait « L'Inde qui brille ») ne profitaient qu'à une petite minorité. La majorité marginalisée exerçant son droit de vote l'a chassé du pouvoir. On peut se demander jusqu'à quand le régime autoritaire en Chine pourra continuer sa fuite en avant en suivant une trajectoire de croissance économique sans pareille dans l'histoire, mais payée d'un coût social et environnemental exorbitant <sup>(38)</sup>. Nous concluons donc à l'inviabilité à la longue du paradigme de croissance rapide alimentée par les inégalités sociales et dont la mise en œuvre s'accompagne d'habitude de régimes politiques autoritaires.

### **Quel État pour quel développement ?**

Reste le cas de certains pays asiatiques qui, jusqu'à maintenant, ont tiré leur épingle du jeu et affichent une croissance robuste avec des retombées sociales moins négatives que celles observées au Brésil des généraux, dans l'Inde qui brille ou en Chine. Ce qui les caractérise c'est la présence d'un État développeur, certes allégé par rapport aux excès bureaucratiques observés dans de nombreux pays du Sud, cependant capable de tenir les rennes du pouvoir, de protéger l'économie nationale des impacts négatifs de la mondialisation, de poursuivre les stratégies d'industrialisation et de financer l'essentiel de l'accumulation à partir de l'épargne intérieure. Gabriel Palma a pu montrer que l'abandon des politiques industrielles actives sous l'influence des réformes néolibérales a entraîné en Amérique latine une « désindustrialisation prématurée ». L'industrie perd des emplois que les services ne sont pas en état de compenser <sup>(39)</sup>. Par ailleurs, Aldo Ferrer, auteur d'une importante histoire de la mondialisation, remarque avec raison que jusqu'à présent neuf dixièmes des investissements dans le monde sont financés par l'épargne intérieure, tandis que plus de neuf travailleurs sur dix travaillent pour les marchés intérieurs. Des marchés intérieurs dynamiques se traduisent par une compétitivité systémique accrue, alors que les tentatives de financer le développement par l'épargne extérieure se soldent dans les conditions actuelles par des échecs. En d'autres mots, ce sont des pays dotés de « densité nationale » au dire de cet économiste argentin <sup>(40)</sup>. Ferrer attribue

---

38 Dans un livre fort intéressant, mais entaché par un a priori idéologique en faveur de la mondialisation, Erik Izraelewicz veut encore croire à la possibilité d'un essor rapide et soutenu de l'économie chinoise, en lui attribuant le rôle d'une locomotive de l'économie mondiale (Quand la Chine change le monde, Grasset, Paris, 2005). La riche documentation contenue dans cet ouvrage permet pourtant de se rendre compte des coûts sociaux et environnementaux exorbitants de la croissance de l'économie chinoise. On peut se demander aussi si la politique d'ouverture au capital étranger, à l'inverse de ce que firent le Japon et la Corée du Sud, ne finira pas par poser à la Chine des problèmes que les dragons asiatiques n'ont pas connus. Chen Guidi et Wu Chuntao sont les auteurs d'un livre sur la paysannerie chinoise retiré de la circulation par les autorités au début de 2004 et vendu depuis à plus de 7 millions d'exemplaires publiés illégalement. Ils dressent un réquisitoire impitoyable sur la condition de centaines de millions de paysans sans terre, dont plus de 200 millions travaillent dans les villes comme ouvriers migrants mal payés, très mal logés et pratiquement privés de tous les droits sociaux. L'excédent de la main-d'œuvre rurale se chiffrerait à 450 millions d'hommes et de femmes (cité d'après Pepe Escobar, « Peasant Time Bomb », Asia Times on-line, 7 février 2005).

39 Gabriel Palma, « Four sources of 'de-industrialisation' and a new concept of the 'Dutch Disease' », University of Cambridge, November, 2004, contribution inédite à l'ouvrage collectif sur l'Amérique latine coordonné par Jose Antonio Ocampo pour Stanford University Press.

40 Voir Aldo Ferrer, La densidad nacional – El caso argentino, Capital intelectual, Buenos Aires, 2004.

le succès des politiques de développement à la présence simultanée de trois conditions : la cohésion sociale (qui suppose l'absence des inégalités prononcées), la mobilité sociale et la qualité des dirigeants. La densité nationale permet aux pays de donner des réponses positives aux défis et opportunités de la mondialisation et de mettre en route des processus d'accumulation au sens large, synonyme pour Ferrer du développement, puisqu'il s'agit à la fois de l'accumulation financière et économique, et de l'accumulation des connaissances.

### **Les cinquante prochaines années**

Quelles conclusions pouvons-nous tirer pour l'avenir de l'impasse actuelle des politiques du développement ?

La première est celle de ne pas abandonner le concept du développement, dont nous devons faire bon usage pour redresser les stratégies en cours. Sans aucun doute, l'État développeur s'impose comme une catégorie centrale. En attendant que les conditions historiques surgissent pour une nouvelle mise en œuvre du socialisme, nous sommes réduits à penser comment procéder à la seconde réforme du capitalisme.

Tout porte à croire que le triptyque sur lequel reposait la première réforme, celle des années 1945-75, garde son actualité. Nous devons remettre le plein emploi au centre de nos préoccupations, parfaire la mise en place des États protecteurs et redonner à l'État développeur un rôle actif dans la planification stratégique du développement visant l'élimination des goulots d'étranglement moyennant l'utilisation des ressources abondantes, à commencer par la main-d'œuvre.

Ce retour en arrière doit être complété par une analyse judicieuse des expériences positives et négatives de développement et maldéveloppement accumulées au cours du dernier demi-siècle, en procédant à une étude comparative des trajectoires suivies par les différents pays et en poursuivant en parallèle les recherches pour affiner les outils analytiques, notamment des indicateurs socio-économiques libérés de l'emprise de l'économisme<sup>(41)</sup>, capables de mieux baliser le champ de « l'éco-socio-économie » appelée de ses vœux par William Kapp<sup>(42)</sup>, un pionnier de la réflexion sur les coûts sociaux et environnementaux de la croissance économique. L'État développeur de l'avenir ne saurait ressembler aux formes pathologiques d'étatisme (État patrimonial au sens de Max Weber, appropriation privée de l'État par les cliques au pouvoir). La planification se doit de tirer toutes les leçons des échecs de la planification excessivement centralisée et privée de mécanismes sociaux de contrôle, telle qu'elle fut pratiquée dans les pays du bloc soviétique.

En même temps il faut impérativement l'ouvrir simultanément aux dimensions sociale et environnementale de façon à pouvoir faire face aux deux problèmes majeurs de notre siècle : le réchauffement climatique (et plus généralement la dégradation de l'environnement) et la nécessité d'accommoder dans nos sociétés les deux à trois milliards de petits agriculteurs et leurs familles. Autant dire de parvenir à sortir de l'ère du pétrole et de trouver des formes nouvelles de développement rural puisqu'il est impensable de répéter à l'échelle mondiale l'exode massif vers les villes que nous avons connu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsque les industries étaient encore capables d'absorber la main d'œuvre libérée dans les campagnes<sup>(43)</sup>.

---

41 On consultera à ce propos Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, Les nouveaux indicateurs de richesse, La Découverte, Paris, 2005.

42 William Kapp, Les coûts sociaux dans l'économie de marché, Flammarion, 1976, 345 p.

43 Pour certains pays dotés de terres cultivables sous-utilisées comme le Brésil, la substitution des carburants à base de

Pour ce faire, il faut impérativement dépasser les approches réductionnistes, caractéristiques de l'économisme régnant, qui se contentent de projeter la croissance du PIB pour introduire explicitement les objectifs de création d'opportunités de travail décent au sens que donne à ce terme le Bureau International du Travail (rémunération, conditions et rapports de travail convenables) et d'universalisation des réseaux de services de base – protection de la santé, environnement, éducation et logement –, le développement pouvant s'interpréter par ailleurs comme appropriation effective de l'ensemble des droits de l'homme (politiques, civiques, civils, économiques, sociaux et culturels) par l'ensemble de la population.

Trois fonctions sont à privilégier :

– l'État développeur se doit d'harmoniser les objectifs sociaux, toujours primordiaux, avec les contraintes environnementales et la poursuite de viabilité économique, condition instrumentale mais néanmoins essentielle ;

– à cette fin, il doit promouvoir, dans le cadre des économies mixtes, des partenariats public-privé en créant des conditions pour une négociation permanente entre les représentants des pouvoirs publics, les travailleurs, les responsables d'entreprises et, quatrième acteur émergent, la société civile organisée, sans oublier la figure du public non étatique ;

– à l'ère de la mondialisation, plus que jamais, il lui revient la tâche d'articulation des espaces du développement, du local au transnational, en passant par les échelons intermédiaires (régional, national, éventuellement plurinational) à travers des stratégies nationales, nécessaires pour deux raisons : il faut maintenir le cap sur les objectifs définis de façon endogène, tout en prenant soin de ne pas verser dans le volontarisme débridé, et s'en donner les moyens en privilégiant l'accumulation interne<sup>(44)</sup> ; le développement demande le contrôle national des rapports avec l'extérieur, notamment pour ce qui est des flux de capitaux spéculatifs. La réforme néolibérale a incité les pays du Sud à une déréglementation des échanges économiques et financiers, alors que l'histoire montre que tous les pays qui ont réussi, à l'exception partielle de l'Angleterre, disposaient d'instruments de protection de leurs industries naissantes. C'est ce que rappelle à juste raison Ha-Joon Chang dans un ouvrage remarqué<sup>(45)</sup>.

### ***Le nouvel ordre international : pour quand ?***

Cela nous ramène à la question de la réforme du système international, de l'ONU et des institutions de Bretton Woods. Comme nous l'avons déjà dit, l'environnement international actuel ne favorise pas le développement des pays périphériques et rien ne porte à croire que les pays industrialisés, qui en sont les principaux bénéficiaires, prendront l'initiative de changements en profondeur des règles du jeu de l'économie internationale.

C'est aux pays du Sud qu'incombe au premier chef la lourde tâche de renouer avec l'esprit de Bandung et de formuler des propositions concrètes sur la réforme du système onusien, du FMI, de la Banque Mondiale et surtout de l'OMC où ils sont majoritaires, mais où ils se sont laissé imposer des règles préjudiciables à leur développement, notamment pour ce qui est de la propriété intellectuelle.

---

pétrole par la bioénergie apparaît comme une solution aux deux problèmes.

44 L'économiste brésilien Luiz Carlos Bresser Pereira, qui prône le retour à un « nouveau développementisme », a raison de condamner le modèle de croissance fondée sur l'épargne extérieure (Folha de Sao Paulo, 20 septembre 2004).

45 Kicking away the Ladder, Cambridge, 2002, cité à partir de la traduction portugaise « Chutando a escada », UNESP, Sao Paulo, 2003.

A première vue, leurs chances dans ce combat semblent réduites pour ne pas dire infimes face à la puissance des entreprises multinationales adossées aux principaux pays industrialisés. D'autant plus que le mouvement altermondialiste, leur allié potentiel, n'est pas parvenu à ce jour à produire des propositions constructives, techniquement élaborées, de changement de l'ordre international, se cantonnant surtout dans la critique de ses défaillances. L'hétérogénéité idéologique et l'éventail des intérêts représentés par les différents mouvements et courants d'idées dont se compose l'altermondialisme expliquent en partie cette difficulté de dépasser le slogan qu'un autre monde est possible.

Si on ré-examine cependant le demi-siècle écoulé et les changements intervenus au cours des années 1950 et 1960, il n'y a pas de raison d'exclure complètement l'éventualité d'une nouvelle percée, amenée par la recomposition du mouvement des pays périphériques sous l'impulsion du G3 (Brésil, Inde, Afrique du Sud) avec l'appui de la Chine, et surtout par l'essor des coopérations concrètes entre ces pays, fondées sur des principes nouveaux, en particulier sur la remise en question des droits de propriété intellectuelle, comme c'est déjà le cas en matière de libre-accès au langage informatique Linux, aux œuvres d'art et à certains résultats de recherches scientifiques mis gratuitement en ligne.

## **De nouvelles armes absolues ?**

### **Le bel avenir du concept de dissuasion \***

**Joseph Henrotin,**  
chargé de recherche au CAPRI  
(Centre d'analyse et de prévision des risques internationaux) <sup>(46)</sup>

**Les actuelles discussions autour du futur *Concept stratégique* de l'OTAN et la récente lettre au secrétaire général de l'OTAN des chefs de gouvernement néerlandais, allemand, belge, luxembourgeois et norvégien, demandant que l'enjeu des armes nucléaires en Europe soit pris en compte, posent, indirectement, la question de la dissuasion. Comment en effet envisager, à l'avenir, ce concept au cœur de l'art de la guerre comme de la diplomatie ?**

Le concept de dissuasion est le corollaire naturel de ceux de rapport de forces ou d'équilibre des puissances, tels qu'ils sont entendus en relations internationales. À l'aune de l'Histoire, le fait d'attaquer un adversaire supérieur en nombre ou en qualité relève soit du dogmatisme ou de la nécessaire constitution d'alliances et de coalition pour pallier le différentiel de puissance initialement observé. La dissuasion est également une composante de l'art militaire en tant que tel. À bien des égards, c'est elle qui sous-tend toute approche ou stratégie indirecte. La peur de l'adversaire et des dommages qu'il pourrait causer à un dispositif militaire motive alors une approche plus rationnelle et misant sur l'économie des forces. En ce sens, on peut effectivement parler, d'un point de vue conceptuel, de « dissuasion tactique »<sup>(47)</sup>. Sur le plan du rapport de forces stratégique, le concept de dissuasion a également son importance. C'est l'un des enseignements toujours valables de la guerre froide : à force de se courser et de chercher la double parité qualitative et quantitative, les équilibres se rétablissent et les forces s'annulent.

### ***Des formes tactico-conventionnelles aux formes stratégiques***

C'est certes là le principe sur lequel reposent les travaux sur le concept de dissuasion conventionnelle menés dès les années 1980<sup>(48)</sup>. Mais c'est aussi l'une des raisons de l'évolution fondamentale de l'art de la guerre ces dix dernières années. En effet, aucune force étatique ne chercherait à combattre une autre force étatique selon les principes que cette dernière chercherait à imposer. C'est sans doute le principe sous-jacent le plus problématique de la révolution dans les affaires militaires<sup>(49)</sup>. Plus clairement, aucun adversaire intelligent – susceptible de s'adapter – ne va à la guerre pour subir l'échec. Corollaire direct, le concept de dissuasion, compris au sens large, est au cœur de l'émergence de modes de guerre irréguliers fondamentalement variés. À ce stade, l'adversaire en sandalettes et haillons armé de sa vieille Kalachnikov ne constitue sans doute pas la pire des menaces irrégulières, en dépit de la difficulté à le traiter<sup>(50)</sup>. Pourtant,

---

46 Article paru dans la revue « Défense et sécurité internationale » N° 58 avril 2010 et reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur.

47 Dont on peut par ailleurs supputer qu'il verra son importance se renforcer à mesure de la progression de l'efficacité des systèmes de renseignement, qu'ils soient tactiques, opératifs ou stratégiques.

48 Voir en particulier John Mearsheimer, *Conventional Deterrence*, Cornell University Press, Ithaca, 1985 ou T. V. Paul (Ed.), *Complex Deterrence: Strategy in the Global Age*, University of Chicago Press, Chicago, 2009.

49 À ce sujet, voir notamment les travaux de Vincent Desportes et Michel Goya.

50 La pire des menaces, de ce point de vue, est sans doute celle de l'alliance des modes de guerre irréguliers et de

compte tenu de l'évolution de nos propres sociétés et de leur aversion à l'emploi de la force armée, cet adversaire, fût-il mal équipé, est également source d'une certaine forme de dissuasion.

N'a-t-on pas entendu des commentateurs observer qu'il était impossible de gagner une guerre irrégulière et qu'il était donc peu sage de s'y engager – en dépit du fait qu'historiquement, 50 % ont été des victoires ? En réalité, si le concept a pris un tour spectaculaire – voire apocalyptique – depuis 1945 et le processus de prolifération nucléaire, la dissuasion est antérieure à sa mutation nucléaire. Lorsqu'il écrit *De l'escalade. Métaphores et scénarios*<sup>(51)</sup>, Herman Kahn prend appui, dès les premières pages, sur le phénomène de dissuasion chimique entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, durant la Seconde Guerre mondiale. Les deux États disposaient de stocks importants mais ne les ont pas employés, du fait d'une dissuasion mutuellement partagée, ce que Luttwak qualifiera plus tard de persuasion<sup>(52)</sup>. Le mécanisme sera tellement efficace que les belligérants finiront par être persuadés, à la fin de la guerre, que les armes chimiques ne seront pas employées<sup>(53)</sup>.

### ***La mutation post-guerre froide***

Le nucléaire couplé aux missiles balistiques induit, certes, un ordre de grandeur plus important dans les destructions causées. Mais la logique ayant sous-tendu les développements doctrinaux durant la guerre froide est avant tout capacitaire. La rationalité introduite par la doctrine de la riposte graduée est celle de l'opposition entre catégories d'armes, à un niveau d'engagement précis. Dans les années 70 et 80, ce type de logique aboutit à des catégorisations complexes, aussi bien dans les domaines nucléaire et balistique que chimique : à chaque arme son palier et son équivalent, qu'il soit soviétique ou américain. La France s'engagera dans un autre type de rationalité, sans toutefois délaisser totalement l'aspect capacitaire. Le changement représenté, pour la théorie de la dissuasion, par la fin de la guerre froide, renvoie à la fin de cette logique capacitaire. Avec la signature du traité sur les armes chimiques, la seule « arme de destruction massive » légalement tolérée reste le nucléaire ; mais d'autres nouveaux types de menaces apparaissent, sans que leurs dommages potentiels ne puissent être précisément évalués : cyberguerre, armes électromagnétiques, frappes sur les satellites. Demeure également la possibilité que des États continuent à disposer d'armes chimiques et nucléaires, que ce soit ou non en violation des traités.

Dans un tel cadre, le médium de la théorie de la dissuasion n'est plus la capacité en tant que telle (l'arme nucléaire) mais bien le volume de destruction, la crédibilité de cette destruction restant – bien entendu, comme dans toute dissuasion – la pierre d'angle du concept. De fait,

---

certaines technologies initialement conçues dans le cadre de la guerre régulière. Et ce, que ce soit au niveau des adversaires subétatiques comme au niveau des États eux-mêmes. Dans le premier cas, voir les travaux d'Hoffman sur la guerre hybride. Dans le deuxième, voir notamment Joseph Henrotin, « Les ré(é)volutions du caméléon. Combat futur et formation des structures de force entre Transformation, guerres hybrides et nouvelles formes d'application des conceptions de techno-guérilla », *Les Cahiers du RMES*, Vol. 5, n° 2, hiver 2008-2009.

51 Herman Kahn, *De l'escalade. Métaphores et scénarios*, Calmann-Lévy, Paris, 1966. La première édition, en anglais, remonte à 1965

52 Soit la contraction de « dissuasion » et de « persuasion ». Persuasion, en l'occurrence, que l'Autre emploierait lui-même ses armes si on venait à les utiliser. La dissuasion est affaire d'altérité. Edward Luttwak, *Le paradoxe de la stratégie*, Odile Jacob, Paris, 1989.

53 À tel point que la question d'une frappe chimique allemande sur les troupes du débarquement de Normandie a été évoquée, au regard de l'équipement des soldats. Finalement, les Alliés jugeront la probabilité d'emploi faible et ne feront pas des masques un équipement des hommes (Voir Stephen Ambrose, « The Secrets of Overlord » in Lawrence Freedman (Ed.), *War*, Oxford University Press, Oxford, 1994). Au demeurant, cette suasion n'empêchera pas la Grande-Bretagne comme l'Allemagne de poursuivre leurs travaux sur de nouveaux agents.

sont apparues des conceptions où « l'arme de destruction massive » remplace le nucléaire, le biologique ou le chimique, les mettant sémantiquement sur un pied d'égalité. Dans la foulée apparaissaient des conceptions selon lesquelles une frappe chimique contre des forces américaines nécessiterait une riposte nucléaire : il s'agit alors de réassurer la dissuasion, pour le coup comprise au sens large et pas uniquement « capacité déterminée contre une autre de même rang » face à un risque majeur. Cette tentation a également affecté la France. Dans son discours à l'Île Longue de 2006, Jacques Chirac fait du nucléaire un instrument de dissuasion contre le chimique, avant que N. Sarkozy ne semble revenir en arrière deux ans plus tard. Or, dans une logique où le volume de destruction et le danger représenté remplacent la nature de la capacité (nucléaire, chimique) comme facteur de mise en place d'une stratégie, le dénominateur commun de la menace devient balistique. La riposte que l'on oppose à la mutation de ses propres perceptions de la menace devient alors, presque naturellement, le système antimissile.

Cette réponse est toutefois le produit d'une vision capacitaire, fruit de nos cultures stratégiques, marquées par le fait technologique – en Europe comme aux États-Unis<sup>(54)</sup>. La réponse antimissile est, dans le même temps, le produit de l'indistinction entre des menaces qui apparaissent comme brouillées, à la source d'un long cortège effaçant lui-même la distinction entre risques et menaces. Reste, toutefois, que considérer l'antimissile comme garantie de sécurité face au « brouillage des menaces de destruction massive » n'est pas une solution en soi. D'une part, cela pose un évident problème technique : pour l'heure, seuls quelques engins, au mieux, peuvent être interceptés par la complexe architecture américaine. Cette capacité confine, au mieux et dans le cours terme, à la possibilité d'intercepter un lancement accidentel<sup>(55)</sup> ou une frappe intentionnelle limitée. Au surplus, le balistique n'est pas le seul vecteur d'emploi des armes de destruction massive. D'autre part, l'antimissile nie la logique de dissuasion dans laquelle l'Autre, en se dotant de ses armes, veut nous faire entrer – ce qui peut sans doute être le facteur le plus inquiétant.

### **À la recherche de l'arme absolue**

« Inquiétant » dans le sens où la sociologie des techniques montre bien qu'en matière d'armement, il a toujours fallu une « arme absolue » – ce qui a par ailleurs donné lieu à de vigoureux débats au plan tactique<sup>(56)</sup>. Depuis 1945 et encore de nos jours, le nucléaire représentait cette arme, imprégnant la culture populaire<sup>(57)</sup> et impactant directement les équilibres internationaux, comme les marines de guerre pouvaient le faire au XIX<sup>e</sup> siècle. Le nucléaire pose alors la question théorique de ce qui le remplacerait dans l'optique d'un « *global zero* ». Aucune réponse n'existe mais quelques pistes peuvent être lancées. Premièrement, le nucléaire, comme le chimique, ne sera pas « désinventé ». Les déclarations du commandant du Strategic Command, le général Chilton, sur un « *global zero* » seulement envisageable à partir de 2040, laissent à penser que tant que les États-

---

54 Bien que la nature comme la forme que peuvent prendre, dans ces deux cas, la technolâtrie, varient largement. Dans le cas américain, la question antimissile est plus que largement ancrée dans la culture stratégique et procède, en dépit de phases d'intérêt plus marquées pour la question, d'une réelle continuité historique. Voir Jean-Philippe Baulon, *L'Amérique vulnérable ?*, Coll. « bibliothèque stratégique », Economica, Paris, 2008.

55 On notera, par ailleurs, que même au sein des « nouvelles puissances nucléaires », la tendance a toujours été à un renforcement des processus de commandement et de contrôle des forces nucléaires, réduisant la probabilité d'un tir accidentel.

56 Par exemple, dans la foulée de *Desert Storm* sur la valeur de l'avion ou de l'hélicoptère. Derrière la naïveté de ce type de débats (il n'est de puissance que dans la synergie de l'application des forces, certainement pas dans une technologie en soi) se pose la question de la prégnance de la technologie sur notre perception de ce qu'est l'efficacité militaire.

57 Si les images de destruction massive ne sont plus guère montrées dans les films de politique-fiction comparativement à ceux des années 1980, il existe au cinéma comme sur la scène internationale une « ombre portée » du nucléaire.

Unis disposeront du nucléaire (voire de leur puissance conventionnelle), d'autres États désireront conserver leurs capacités<sup>(58)</sup>.

Deuxièmement, sans doute la dissuasion conventionnelle prendrait-elle une place plus importante. Mais à quoi ressemblerait un monde sans armes nucléaires et sans la terrible perspective de destruction qu'elles font peser ? La guerre ne deviendrait-elle pas une option plus facilement envisageable, en particulier dans un contexte où les hautes technologies limitent les possibilités de pertes ? Le chimique reprendrait-il la place qu'il avait dans les années 1930 ? Troisièmement, nos sociétés ne seraient-elles pas plus vulnérables face à des solutions où la dissuasion prendrait, pour nos adversaires potentiels, la forme de campagnes terroristes ou d'appui sur des armes électromagnétiques capables de rapidement détruire nos infrastructures électriques et électroniques ? Il s'agirait là d'options face auxquelles la mise en place de ripostes du même type, de notre côté, serait éthiquement impossible (terrorisme) ou stratégiquement problématique car affaiblissant la dissuasion (frappes électromagnétiques contre des États sous-développés).

La question, on le voit, est complexe. Le jeu subtil entre les débats sur le nucléaire et les antimissiles dépasse de loin la seule équation du désarmement et la focalisation que l'on peut observer, de-ci, de-là, sur le seul nucléaire. Au contraire, le vrai questionnement n'est pas d'ordre capacitaire mais bien d'ordre fonctionnel : il s'agit surtout d'en revenir aux sources de ce qui fait la dissuasion. Or, tout semble démontrer que cette fonction est une constante historique, de telle sorte que les débats sur le « *global zero* » ne peuvent guère aboutir qu'à une remise en question des formes prises pour la dissuasion, redistribuant des cartes où notre sécurité pourrait ne plus être assurée. En ce sens, les débats actuels sur les antimissiles ou le nucléaire pourraient ne pas être les plus pertinents.

---

58 Si les images de destruction massive ne sont plus guère montrées dans les films de politique-fiction comparativement à ceux des années 1980, il existe au cinéma comme sur la scène internationale une « ombre portée » du nucléaire.

## **Le monde peut-il s'affranchir de la dissuasion nucléaire ?**

Justice et Paix-France <sup>(59)</sup>  
Mai 2010

Alors que vient de s'achever à New York la Conférence d'examen du Traité de non prolifération (TNP) qui a lieu tous les cinq ans, Justice et Paix fait le point sur le dossier de l'armement nucléaire.

### ***Les positions de l'Église sur l'armement nucléaire : une condamnation de principe, un appel à un désarmement progressif menant à un monde sans armes nucléaires.***

L'emploi de l'arme nucléaire est expressément condamné par l'Eglise : « Tout acte de guerre qui tend indistinctement à la destruction de villes entières ou de vastes régions avec leurs habitants est un crime contre Dieu et contre l'homme lui-même, qui doit être condamné fermement et sans hésitation » (Gaudium et Spes).

En revanche l'Église a admis, dans la période de la guerre froide, la stratégie de dissuasion, acceptant qu'on puisse la considérer comme « le plus efficace des moyens susceptibles d'assurer aujourd'hui une certaine paix entre les nations » (Gaudium et Spes). Jean-Paul II a ainsi précisé : « Dans les conditions actuelles, une dissuasion basée sur l'équilibre, non certes comme une fin en soi mais comme une étape sur la voie d'un désarmement progressif, peut encore être jugée comme moralement acceptable » (Jean-Paul II, Message à l'Assemblée générale des Nations Unies, 1982).

Dans son message de 1982 à l'Assemblée générale des Nations Unies, le Pape Jean-Paul II rappelait que l'Église demandait, s'agissant des armes nucléaires, « une progressive réduction mutuelle et vérifiable, ainsi que de plus grandes précautions contre les possibles erreurs dans l'usage » de ces armes. Mais il complétait cet appel au désarmement en soulignant qu'en même temps l'Eglise réclamait « pour chaque nation le respect de l'indépendance, de la liberté et de la légitime sécurité ». Il précisait ainsi que le désarmement, notamment nucléaire, devait être conduit dans des conditions préservant la sécurité de toutes les parties.

Or, depuis la fin de la guerre froide, les conditions de la sécurité internationale et donc, les termes du jugement éthique à porter sur l'armement nucléaire ont profondément changé.

La nécessité de maintenir un équilibre par rapport au surarmement du bloc de l'Est a disparu. La supériorité des pays occidentaux et, en particulier des États-Unis, est désormais écrasante. L'indépendance, la liberté et la sécurité des pays européens ne sont plus menacées. En revanche, la prolifération des armes nucléaires représente un danger grandissant pour la paix.

Dans ce contexte transformé, l'Église désapprouve la stratégie de dissuasion : « Que dire des gouvernements qui comptent sur les armes nucléaires pour garantir la sécurité de leurs

---

59 **Mission** : Justice et Paix-France a reçu de l'Église de France la mission de faire entendre, dans les grands débats de notre temps, une voix qui soit à la fois pertinente et évangélique et d'aider les chrétiens à être actifs et vigilants sur les questions de justice et de paix internationales. <http://justice-paix.cef.fr>

pays? Avec d'innombrables personnes de bonne volonté, on peut affirmer que cette perspective, hormis le fait qu'elle est funeste, est tout à fait fallacieuse. En effet, dans une guerre nucléaire, il n'y aurait pas de vainqueurs, mais seulement des victimes. La vérité de la paix demande que tous — aussi bien les gouvernements qui, de manière déclarée ou occulte, possèdent des armes nucléaires depuis longtemps, que ceux qui entendent se les procurer — changent conjointement de cap par des choix clairs et fermes, s'orientant vers un désarmement nucléaire progressif et concordé » (Benoît XVI, 2006).

Devant les dangers de la prolifération, la voie du désarmement est préconisée : « Alors que le processus de non-prolifération nucléaire se voit ralenti, je me sens obligé d'exhorter les Autorités à reprendre, avec une détermination plus ferme, les négociations visant au démantèlement progressif et concerté des armes nucléaires existantes » (Benoît XVI, 2008).

L'objectif d'un monde sans armes nucléaires est expressément approuvé : « Il est plus que jamais souhaitable que les efforts de la communauté internationale visant à obtenir un désarmement progressif et un monde privé d'armes nucléaires - dont la seule présence menace la vie de la planète et le processus de développement intégral de l'humanité actuelle et future - se concrétisent et trouvent un consensus » (Benoît XVI, 2010).

### ***La dissuasion nucléaire, fondement des équilibres de la guerre froide.***

Après avoir été utilisée par les États-Unis pour obtenir la capitulation immédiate et sans conditions du Japon, l'arme nucléaire est devenue, pour les États-Unis et l'URSS, la garantie de l'équilibre des forces. Cet équilibre reposait sur la parité des arsenaux américains et soviétiques, que des traités de limitation puis de réduction des armements nucléaires stratégiques avaient fini par consacrer (traités SALT et START). Le Royaume-Uni, la France puis la Chine se dotaient dans le même temps de l'arme nucléaire pour acquérir une marge d'autonomie stratégique dans le contexte de la confrontation des deux superpuissances. Dès la fin des années 1960, Israël avait, pour sa part, développé, sans le déclarer officiellement, un armement nucléaire destiné à le prémunir contre le risque d'une invasion (alors théoriquement possible) par les pays arabes environnants.

Le déploiement et le maintien en alerte permanente des armes nucléaires, notamment stratégiques, répondaient alors à un objectif de dissuasion de toute action offensive directe dans une situation où l'affrontement idéologique des deux blocs menaçait toujours de conduire à la confrontation militaire ouverte (cas de la crise de Cuba en 1963). S'agissant d'une puissance nucléaire secondaire comme la France, la stratégie adoptée consistait à empêcher toute agression dirigée contre les intérêts vitaux du pays par la menace de destructions largement supérieures aux gains escomptés par l'agresseur.

### ***Les bouleversements stratégiques consécutifs à la fin de la guerre froide et les difficultés de la mise en œuvre du régime de non-prolifération.***

L'état des risques et des menaces n'a plus aujourd'hui rien de commun avec celui de la guerre froide. Les scénarios dans lesquels un adversaire s'en prendrait aux intérêts vitaux d'une puissance occidentale sont, dans la situation stratégique actuelle, improbables.

Quant aux menaces qui trouvent leur origine dans des conflits locaux, elles ne peuvent être contrecarrées par la menace d'emploi de l'arme nucléaire et se situent en conséquence dans les « angles morts » de la dissuasion. Les menaces terroristes relèvent de cette catégorie.

En revanche, la prolifération nucléaire représente un défi permanent pour la sécurité

internationale.

Le bilan de la mise en œuvre du Traité de non-prolifération (TNP) est en effet mitigé.

- À l'origine conçu pour écarter en particulier toute éventualité d'armement nucléaire allemand, il a été ratifié par la quasi-totalité des pays dans les années 1990 (la France l'a ratifié en 1992). Il a pu en outre être prorogé pour une durée indéfinie en 1995. Mais trois puissances nucléaires de fait, Israël, l'Inde et le Pakistan, n'y sont pas parties. L'Inde, qui avait réalisé en 1974 une « expérimentation nucléaire pacifique » a procédé en mai 1998 à une expérimentation nucléaire militaire. Le Pakistan l'a imitée quelques jours après. Le Traité prévoit en outre, dans des conditions discutées, une possibilité de retrait, dont la Corée du Nord a fait usage en janvier 2003.

- Le Traité de non-prolifération présente par ailleurs un caractère discriminatoire puisqu'il reconnaît aux cinq puissances ayant fait exploser un engin nucléaire avant le 1er janvier 1967 (États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine) le droit, qu'il refuse aux autres États parties, de détenir un armement nucléaire. En contrepartie cependant, il reconnaît à tous les États parties le « droit inaliénable ... de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ». Il soumet aussi les États dotés de l'arme nucléaire à une obligation de « poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international efficace ». Il est en conséquence usuel de parler des « trois piliers » du TNP (renonciation à l'arme nucléaire pour les États non reconnus comme détenteurs, droit général au développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et désarmement nucléaire).

- La reconnaissance du droit des parties au développement des usages pacifiques de l'énergie nucléaire soulève de grandes difficultés en ce qui concerne la vérification du respect des engagements de non-prolifération. Les technologies nucléaires civiles et militaires présentent en effet un large tronc commun. De fait, des soupçons d'activités illicites ont pesé sur plusieurs pays signataires (Corée du Nord, Irak, Syrie, Iran). Pour écarter ce risque de prolifération, le système de contrôle prévu à l'origine par l'article III du TNP a été progressivement renforcé. Les mécanismes de contrôle développés dans le cadre du TNP ont été en outre complétés par des dispositifs élaborés sur la base d'arrangements politiques ad hoc.

- Un système de vérification sous l'égide de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA) avait été élaboré dès le début des années 1970 en application de l'article III du TNP (accord de garanties de 1973). Mais il ne donnait à l'AIEA que des pouvoirs limités en matière d'inspection. La découverte des activités nucléaires illicites de l'Irak a conduit à un renforcement de ce système à partir de 1993. Dans ce cadre, les États liés à l'AIEA par un accord de garanties sont encouragés à conclure avec celle-ci un protocole additionnel prévoyant notamment la déclaration de toutes leurs activités nucléaires et l'acceptation d'inspections dans tous les lieux où peuvent se trouver des matières nucléaires.

- Parallèlement ont été constitués des regroupements de pays exportateurs de biens ou technologies nucléaires destinés à garantir que ces biens ou technologies n'étaient pas détournés à des fins militaires. En 1971 a ainsi été créé un comité des exportateurs nucléaires ultérieurement désigné sous le nom de Comité Zangger. Ce comité assure le contrôle des exportations de biens et technologies nucléaires vers les pays non adhérents au TNP. Par la suite, après les premières expérimentations indiennes de 1974, un regroupement à vocation plus large a été institué. Il s'agit du Groupe des Fournisseurs nucléaires (GFN) dont l'objet est de rassembler les pays producteurs et exportateurs de matières, équipements et technologies nucléaires, en vue notamment de priver les États suspects, même parties au TNP, des deux principales technologies permettant l'accès au

nucléaire militaire : le retraitement et l'enrichissement. Le GFN n'est pas une organisation internationale fondée sur un traité juridiquement contraignant, mais un régime de contrôle des exportations dont la portée est strictement politique. Certains pays détenteurs de technologies nucléaires n'y appartiennent pas (pays non signataires du TNP ou pays signataires comme l'Algérie, Cuba, l'Égypte, l'Indonésie, l'Irak, la Syrie ou le Venezuela). Il est à noter que le GFN a, en septembre 2008, autorisé les exportations de biens et technologies nucléaires à usage civil vers l'Inde, ce qui peut apparaître comme une tolérance à l'égard du statut nucléaire de ce pays. Le système de contrôle des exportations de biens et technologies nucléaires sensibles a été complété en 1987 par un arrangement analogue dans le domaine des missiles.

- L'existence de zones dénucléarisées renforce également le régime de non-prolifération (traités de Tlatelolco pour l'Amérique latine, Rarotonga pour le Pacifique, Bangkok pour l'Asie du Sud-est et Pelindaba pour l'Afrique).

- Il apparaît pourtant au total que cet ensemble complexe de règles internationales n'a pas mis un terme aux craintes de prolifération, comme le montre l'exemple de l'Iran. Des réseaux comme celui du scientifique pakistanais Abdul Qadeer Khan illustrent les difficultés de la surveillance et du contrôle des échanges de biens et technologies sensibles.

- En outre le régime de non-prolifération repose sur un consensus international, essentiellement porté par des pays ayant renoncé à l'arme nucléaire, en particulier les pays de la « new agenda coalition » (Égypte, Irlande, Mexique, Nouvelle Zélande, Suède, Afrique du Sud et Brésil).

- Or ces pays considèrent que le désarmement nucléaire et la non-prolifération sont des processus intrinsèquement liés et qui se renforcent mutuellement. Ils estiment que les États dotés de l'arme nucléaire n'ont pas rempli leurs obligations en ne progressant pas suffisamment dans le domaine du désarmement nucléaire. Ils peuvent, à cet égard, s'appuyer sur l'avis consultatif rendu le 8 juillet 1998 par la Cour internationale de Justice, selon lequel les États dotés de l'arme nucléaire sont soumis, en vertu du TNP, à une obligation de « poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire ». L'attention portée à cette position conditionnait en grande partie le résultat de la conférence d'examen du TNP qui s'est déroulée en mai 2010.

### ***La relance récente du désarmement nucléaire sous la présidence de Barak Obama.***

Prenant le contre-pied de l'administration Bush Jr qui n'avait accepté qu'un accord de limitation des armements stratégiques très peu contraignant (accord SORT de mai 2002) et envisagé même la possibilité de doter les États-Unis de nouvelles armes nucléaires tactiques de faible énergie (mini-nukes), le Président Barak Obama s'est prononcé, notamment dans son discours de Prague d'avril 2009, en faveur d'un processus de désarmement nucléaire général. Le 24 septembre 2009, cet objectif de désarmement nucléaire a été endossé par le Conseil de sécurité (résolution 1887).

Pour progresser sur la voie du désarmement nucléaire, l'administration Obama propose à court terme :

- la relance des négociations pour l'élaboration d'un traité d'interdiction vérifiée de la production de matières fissiles à des fins militaires (traité dit « cut off »),
- l'amélioration des mécanismes d'inspection du TNP, le renforcement de son régime de sanctions en cas de violation de ses dispositions ou de retrait non justifié et la mise en place d'un cadre international de coopération pour le développement des usages civils de l'énergie nucléaire,

- l'intensification de la lutte contre les trafics de biens et technologies nucléaires,
- la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (toujours bloquée par le Sénat américain),
- la reprise de la discussion avec la Russie en vue d'un traité post-START de réduction vérifiée des armements stratégiques.

Cette politique a obtenu certains succès, notamment avec le nouvel accord START de réduction des armements nucléaires stratégiques signé le 8 avril 2010 à Prague par les présidents américain et russe. Cet accord prévoit de limiter à 1550 le nombre de têtes nucléaires stratégiques déployées par chacun des deux pays, à 800 le nombre total de vecteurs stratégiques <sup>(60)</sup> qu'ils détiennent et à 700 le nombre de vecteurs stratégiques qu'ils déploient effectivement.

L'importance de cet accord ne réside pas principalement dans les limites qu'il impose. Les plafonds fixés ne sont en effet pas très éloignés du niveau effectivement atteint par les arsenaux des deux puissances, en raison notamment des règles de comptage des têtes nucléaires (les bombes et missiles transportés par chaque bombardier sont comptés comme une seule tête).

Sa portée réside surtout dans les mesures de vérification et d'information mutuelle qu'il prévoit. Les États-Unis et la Russie se sont en outre engagés à poursuivre leurs négociations en vue de nouvelles réductions, non seulement dans le domaine des armes stratégiques, déployées ou en réserve, mais aussi dans celui des armes tactiques.

La politique du Président Obama se heurte toutefois à des résistances fortes. Des incertitudes subsistent sur ses prochaines initiatives en matière de désarmement, notamment en ce qui concerne l'interdiction de la production de matières fissiles à usage militaire. Il semble également que le Sénat américain persistera dans son refus de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais.

### ***Existe-t-il à un horizon prévisible une alternative réaliste à la dissuasion ?***

Contrairement aux affirmations du Livre Blanc français, publié en 2008, la dissuasion ne constitue plus, dans la période actuelle, le « fondement essentiel » de la stratégie militaire de la France et ne représente plus « la garantie ultime » de sa sécurité et de son indépendance. Le nucléaire paraît seulement pouvoir, dans la situation stratégique actuelle, dissuader le nucléaire (indépendamment des éléments de statut et de prestige associés à la possession de cette arme). Toute autre menace d'emploi, même dans une optique de pure dissuasion, se heurterait à des objections éthiques fondamentales tenant à la proportionnalité de la riposte et au respect du droit international humanitaire. Même si la dissuasion nucléaire garde actuellement sa pertinence, un processus de désarmement nucléaire équilibré et contrôlé permettrait donc d'envisager d'y renoncer.

On ne peut, dans ces conditions, que regretter les réticences des principales forces politiques françaises à souscrire à l'objectif de désarmement nucléaire complet et contrôlé, pourtant soutenu par de nombreuses personnalités ayant exercé d'importantes responsabilités en matière de défense. La mise en oeuvre de ce désarmement, et surtout de son contrôle, serait sans doute d'une grande complexité mais la lutte contre la prolifération ne l'est-elle pas tout autant ? Seule la remise en cause du caractère discriminatoire du régime actuel de non-prolifération et l'accélération du processus de désarmement nucléaire permettront de réunir un consensus international suffisant pour empêcher, au besoin par la

---

60 bombardiers lourds, missiles balistiques basés au sol et missiles balistiques sur sous-marins

contrainte légitime, la multiplication des puissances nucléaires et pour parvenir à l'universalisation du TNP. Il faudra suivre avec attention la mise en application des décisions adoptées lors de la conférence d'examen qui s'est achevée le 28 mai dernier.

## **Dissuasion, vous avez dit dissuasion ?**

Jacques Le Dauphin, Raphaël Vahé, direction de l'IDRP

La dissuasion est définie comme un mode de la stratégie visant, par le conseil ou la menace, à convaincre un adversaire de renoncer à une action envisagée. Le concept n'est pas nouveau. Dans les conflictualités entre États, liées au rapport entre puissances, il a traversé les siècles. Selon la célèbre métaphore utilisée par Hobbes dans le « Léviathan », les États sont dans la position du « gladiateur ». En lien avec les rapports de puissance, la dissuasion s'est diversifiée dans l'histoire. Mais la guerre froide a donné une nouvelle dimension au concept, celle de la dissuasion nucléaire.

### ***La dissuasion lors de la guerre froide***

A l'issue de la seconde guerre mondiale le monde s'est progressivement structuré autour de deux blocs antagoniques. La recherche de la supériorité, ou pour le moins de l'équilibre, s'est cristallisée au plan militaire, sur l'arme atomique qui avait fait son apparition et dont les deux camps étaient pourvus. Ainsi durant près de 40 ans, l'affrontement est-ouest s'est traduit dans ce domaine spécifique par un développement des armes nucléaires ; L'orientation suivie fut, le plus souvent présentée comme une « dissuasion réciproque » par l'équilibre de la terreur. Illustrant ce face à face, une caricature représentait deux scorpions dans un bocal. Cet équilibre relatif a-t-il permis, comme on l'entend dire parfois, d'éviter un nouveau conflit ouvert dans le monde ? Il est difficile d'apporter la preuve de son efficacité, car opérant dans le virtuel. Ce qui est certain par contre, c'est qu'il a conduit à une énorme accumulation d'armements nucléaires de plus en plus sophistiqués. Ainsi à la fin de la guerre froide chacune des deux superpuissances avait entre 12 000 et 13 000 armes nucléaires déployées et autant en réserves, ce qui faisait un total hallucinant de 50 000 armes nucléaires, capables de détruire sans doute plusieurs fois l'adversaire, mais aussi la planète dans son ensemble. Des épisodes de tension ont montrés que ce n'était pas simplement une vue de l'esprit, mais un réel danger. Outre ce face à face surarmé entre les États-Unis et l'URSS, on notera que plusieurs pays, dont la France, par volonté d'affirmer une certaine puissance, se sont dotés, eux aussi, dans une relative autonomie, de l'arme nucléaire. Ainsi lors de la guerre froide la dissuasion nucléaire a-t-elle fait irruption sur la scène internationale. Qu'en est-il aujourd'hui ?

### ***La dissuasion à l'ère post-guerre froide***

La fin de la guerre froide a marqué l'éclosion d'un monde nouveau. Le basculement est copernicien dans l'histoire. Des bouleversements géopolitiques, mais aussi politiques et idéologiques sont intervenus. Dans ce nouveau monde, globalisé, mais aussi fracturé, de nouvelles lignes de force tendent à façonner l'évolution. Le nouvel échiquier mondial en situe les protagonistes essentiels, dans une certaine mouvance car rien n'est définitivement figé. Ainsi l'échiquier décrit par Zbigniew Brzezinski, dans un ouvrage publié en 1997, a-t-il déjà pris quelques rides. Aujourd'hui, L'URSS disparue, les États-Unis se retrouvent unique superpuissance. Ils possèdent les attributs d'une puissance structurelle, à la fois militaire, économique, industrielle et financière. C'est pourquoi les États-Unis tendent à occuper une place centrale dans les affaires du monde et par là-même à faire prévaloir leur leadership. Pour autant cette rente de situation est-elle durable ? La politique unilatérale et agressive qu'ils mènent, tout particulièrement au plan militaire, comme notamment en Irak et en

Afghanistan, suscite un phénomène de rejet dans de nombreux pays du monde. Leur leadership est de plus en plus contesté. Ce qui les conduit à considérer comme ennemis ceux qui ne s'inscrivent pas dans leurs orientations, créant ainsi des situations conflictuelles inquiétantes. Par ailleurs les États-Unis ne sont pas seuls comme puissance sur l'échiquier, des puissances émergentes ambitionnent de tenir une plus large place dans les affaires du monde. On sait les États-Unis peu partageux en la matière. Cette situation complexe et peut-être dangereuse appelle une nouvelle grammaire stratégique pour sortir du temps simplifié que fut la guerre froide. Ainsi les conflictualité du XXI<sup>e</sup> siècle sont-elles radicalement différentes de celles antérieures. L'axiomatique unique, héritière du passé ordonné des guerres clausewitziennes n'a plus cours. Il convient de décliner d'autres modèles, sans aucun doute inédits.

Ce nouveau monde est-il moins dangereux, plus sûr ? Rien n'est moins certain. Récemment Jean Dufourcq, rédacteur en chef de la revue « Défense Nationale » a estimé quant à lui que « nous sommes plus proche du chaos décrit par Hobbes, que de l'état de paix éternelle rêvé par Kant, ou de l'état de régulation pensé par Locke ». Les politiques de puissance synonyme de rapport de force n'ont pas disparues. Pour autant dans ce monde incertain la dissuasion nucléaire est-elle encore pertinente ? Les avis divergent à cet égard. Parmi les chercheurs qui répondent positivement on trouve Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), lequel évoque dans un article « le bel avenir de l'arme nucléaire ». A ce sujet il estime que « s'il n'y a pas présentement de risque immédiat de conflit entre la Chine, les États-Unis et la Russie, l'éventualité d'une crise grave, à dimension militaire, sur l'espace allant de l'Europe orientale à la mer du Japon paraît beaucoup moins improbable au début du XXI<sup>e</sup> siècle qu'à la fin du XX<sup>e</sup>. Il en déduit que « la possession de l'arme nucléaire par les trois acteurs permet de limiter les risques aux extrêmes, si une telle crise devait les impliquer ». Concernant les acteurs régionaux, il pense que « la dissuasion nucléaire apparaît comme un instrument de contre-dissuasion, en signifiant aux fauteurs de troubles que l'emploi d'armes de destruction massive, de leur part, comporterait un risque de riposte nucléaire ». Pour lui les circonstances de la dissuasion changent, « si la dissuasion était hier unidirectionnelle, elle est aujourd'hui sans azimuts permanents ». Le raisonnement peut paraître cohérent, toutefois il reprend, sous une forme élargie, la conception antérieure d'équilibre de la terreur. Ce qui lui permet de dire en conclusion « plus qu'une délégitimation des armes nucléaires régulièrement annoncée dans le débat stratégique occidental, on peut se demander si la tendance ne serait pas aujourd'hui à leur relégitimation ». C'est une utilisation de la grammaire stratégique de la guerre froide.

On soulignera qu'un tel raisonnement n'est pas exclusif à des chercheurs, on le retrouve aussi chez des dirigeants politiques des pays pourvus de l'arme nucléaire. Ces derniers prétendent œuvrer à la non-prolifération nucléaire, à savoir, pour eux, dans les pays qui en sont présentement dépourvus. Ils se gardent d'évoquer leurs propres arsenaux. Ainsi comme l'a montré la Conférence d'examen du TNP, en mai 2010 à New York, ces pays ont freiné activement toute remise en cause de leur propre statut. L'alibi sécuritaire évoqué, car la sécurité n'est pas exclusive à quelques pays, ne saurait masquer leur volonté de maintenir l'élément de puissance que leur confère la possession d'armes nucléaires. Malgré les volontés de désarmement affichées, le constat est bien celui-là. Au regard de quels risques devrait-on maintenir l'arme nucléaire ? L'éventail avancé est impressionnant. Cela va de la persistance des rivalités régionales, aux ambitions des groupes terroristes, de la dépendance à l'égard de systèmes informatiques, de la concurrence sur les ressources stratégiques, aux questions climatiques et démographiques. Ces questions méritent sans aucun doute attention, mais elles ne justifient en rien l'existence de l'arme nucléaire. Cette crispation n'induit-elle pas l'idée d'un fatalisme historique ? Malgré les efforts déployés le monde serait voué à la guerre, et la seule antidote serait un rapport de force axé sur l'arme nucléaire. Ainsi le passé demeure-t-il bien présent. La vision de la période de guerre froide n'a pas disparue. Un changement de paradigme de la sécurité aujourd'hui appelle au

contraire discontinuité, sinon rupture, avec les analyses stratégiques antérieures. Contre qui la dissuasion serait-elle susceptible de s'exercer. ? L'ennemi central désigné par l'Occident durant la guerre froide a disparu. Il serait selon certains remplacé par un non-identifié « l'autre ». Que recouvre cette appellation ? Serait-il simplement le « différent » auquel on ferait endosser l'habit de l'ennemi, sans explorer sa rationalité, sans interioriser sa différence et rechercher le canal des intérêts communs ou la zone d'affrontement favorable et enfin de compte composer utilement avec sa volonté ? La question est importante, car elle peut conduire, comme l'expérience le montre à des guerres préemptives déclenchées par le fait que « l'autre » est considéré comme un ennemi potentiel.

L'idée grandit que la dissuasion nucléaire a fait son temps et que le monde incertain aujourd'hui ne justifie en rien l'usage de la bombe. A l'appui de cette idée, on peut citer la déclaration importante de généraux et amiraux du monde entier, se prononçant pour l'abolition de l'arme nucléaire. Dans cette déclaration il est notamment déclaré »l'arme nucléaire n'est plus justifiée, ni même crédible, c'est pourquoi le chemin actuellement suivi dans le monde en matière militaire n'est pas acceptable «.

En résumé il convient de développer l'idée que la sécurité ne peut reposer exclusivement sur des moyens militaires. Prétendre canaliser les tensions et les oppositions par ceux qui ont le plus intérêt à leur développement n'offre pas de perspectives durables. Ne serait-il pas possible d'envisager une situation de contrôle dynamique des flux de violence, sans recourir à la force ? C'est l'alternative gouvernance globale ou multipolarité conflictuelle. Que les États agissent de concert pour ordonner et organiser la société n'est pas une idée neuve. Cela a déjà été tenté avec plus ou moins de succès. La mondialisation actuelle, par elle-même n'y parviendra pas spontanément. Les États, grands et petits doivent s'approprier la mondialisation. Malgré ses faiblesses structurelles l'ONU, sur la base de la Charte des Nations Unies peut y contribuer. C'est pourquoi elle doit être placée au centre du processus. Au-delà de la représentativité gouvernementale le système des relations internationales demande de concevoir des représentations citoyennes pour peser sur les décisions des États. Ce n'est pas utopique, la montée du mouvement des peuples qui est une des caractéristiques du monde nouveau peut constituer un levier important.

# SOMMAIRE -----

❑ **dossier 1 : Le Mouvement des non-alignés a-t-il toujours des raisons d'exister ?**

◆ **Karim Jobrane, Doctorant en Relations Internationales, Université Hassan II, Casablanca, Maroc**

◆ **Michel Rogalski, Économiste (CNRS/EHESS), directeur de la revue Recherches internationales**

◆ **Ignacy Sachs, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales**



❑ **dossier 2 : Que penser de la dissuasion ?**

◆ **Joseph Henrotin, chargé de recherche au CAPRI**

◆ **Justice et Paix-France**

◆ **Jacques Le Dauphin, Raphaël Vahé, direction de l'IDRP**

## *Nouvelles brèves :*

*○ le prochain numéro des Cahiers de l'IDRP paraîtra en décembre 2010. Il comportera un dossier sur « sommes-nous condamnés à voir progresser les dépenses militaires ? », et un second sur « Faut-il refonder l'ONU ? »*

*Les Cahiers de l'IDRP - Publication trimestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix -  
Directeur de publication : Jacques Le Dauphin - C.P.P : en cours  
Prix au numéro : 5 € - Abonnement annuel (4 n°) : 16 €*

*IDRP - 4 place des Bouleaux - 94200 Ivry sur Seine – <http://www.institutidrp.org> - contact : 0668 12 82 15*